

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 17 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 17 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 04 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Guy Coëme à la ministre de l'Intérieur sur "les arnaques financières par internet" (n° 628)

01.01 Guy Coëme (PS): Nombre de nos concitoyens sont les victimes d'arnaques par le biais d'internet ou du téléphone. Ces tentatives d'arnaque, en provenance de pays étrangers, promettent la libération de fonds importants à condition de verser au préalable une somme qu'on ne retrouve jamais.

La généralisation de ces arnaques se fait sur une échelle tout à fait considérable et la population n'est pas suffisamment avertie des dangers qu'elle court au quotidien.

Pourriez-vous mener une politique d'information importante à cet égard, notamment au niveau de votre département et de la police fédérale pour sensibiliser la population?

Combien de personnes s'occupent-elles de ce type d'affaire dans notre pays, plus particulièrement au niveau de la Federal Computer Crime Unit? Comment cette brigade du crime informatique travaille-t-elle? La FCCU travaille-t-elle également en collaboration avec d'autres pays? Des actions sont-elles menées au niveau européen?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La police fédérale participe et organise régulièrement des conférences ou des séances d'information sur les dangers liés aux arnaques possibles sur internet.

Deux services gouvernementaux sont compétents pour gérer la problématique des arnaques financières par internet: d'une part, la cellule Veille sur internet de la Direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie et, d'autre part, la cellule Fraude internet de la Federal Computer Crime Unit (FCCU) de la police judiciaire fédérale. Ces deux services collaborent étroitement avec des organisations commerciales de consommateurs et de protection de l'enfance notamment. Il existe différents programmes de sensibilisation, principalement destinés aux jeunes (Child Focus, Clicksafe et Safe internet).

De plus, le site internet de la police fédérale comporte un lien "criminalité informatique, fraudes internet" qui donne des explications sur les plus grandes formes de fraude sur internet ainsi que des astuces de prévention. La FCCU a également rédigé un guide à destination des polices locales afin de les aider dans la gestion de ce type de plaintes. Enfin, la FCCU participe à de nombreuses réunions avec des partenaires étrangers afin de mieux coordonner les actions et d'améliorer la collaboration entre pays.

En tout, une douzaine d'équivalents temps-plein gèrent le phénomène de la fraude sur internet dont 3 ETP au sein de la FCCU.

La police locale est le premier contact avec le citoyen qui est victime d'une arnaque sur internet.

En outre, la plate-forme *eCops* mise en place par la police fédérale permet à tout le monde de dénoncer des faits comme, par exemple, des arnaques par internet. Cette plate-forme permet de renvoyer les personnes qui se sentent victimes vers la police locale ou de leur donner quelques conseils sur les possibilités qui s'ouvrent à elles en dehors d'une plainte à la police. L'approche est donc également proactive.

01.03 **Guy Coëme** (PS): Ce type de criminalité est en augmentation. Elle peut toucher n'importe quelle famille, partout dans notre pays. Nous devrions donc revenir, à tête reposée, sur ce dossier. Je poserai une question écrite afin de connaître le taux d'élucidation de ce genre d'affaires dans notre pays.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Marghem étant absente, sa question n° 686 est sans objet.

02 **Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "les auteurs de troubles à l'occasion de fêtes" (n° 721)**

02.01 **Tanguy Veys** (VB): Ma question m'a été inspirée par une série d'incidents qui se sont produits en Flandre orientale, dans le cadre desquels des jeunes étaient venus jouer les auteurs de troubles à l'occasion d'une fête. Les administrations locales, les chefs de zone et les commissaires de police ne savent plus à quel saint se vouer car ils disposent de très peu d'instruments pour s'attaquer à ce problème.

Dans le Meetjesland, et plus particulièrement dans la zone "LoWaZoNe", ils ont tenté d'opérer sur la base d'une liste noire regroupant une vingtaine de auteurs de troubles. Il s'agissait d'intercepter à titre préventif les jeunes figurant sur cette liste et se trouvant à un rayon de moins de 500 mètres d'une fête. La Commission pour la protection de la vie privée a fait observer que les listes de ce type étaient illégales et qu'il n'existait que deux formes d'arrestations: l'arrestation administrative et l'arrestation judiciaire. À ce jour, l'arrestation préventive n'existe pas. Le commissaire de police concerné par l'incident qui s'est produit à Zelzate compterait sur les autorités fédérales pour résoudre le problème.

La ministre est-elle au courant du problème? L'ensemble existant de mesures offre-t-il aux bourgmestres, commissaires de police ou chefs de zone un instrument leur permettant de s'attaquer à la problématique décrite? La ministre estime-t-elle nécessaire de prendre des mesures complémentaires?

02.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Je connais bien évidemment cette problématique, qui remonte déjà à 2002. Dès 2008, une approche coordonnée avait été mise en place sur la base du concept COP (community oriented policy). Il s'agissait d'œuvrer à une efficacité maximale et de garantir la sécurité dans les fêtes.

Chaque fête fait l'objet d'une analyse de risques sur la base de laquelle la capacité policière est déterminée. Lors de la fête, des agents de police spécialisés font office de "spotters". Les organisateurs de la fête veillent également à la constitution de leur propre service d'ordre.

Ces dispositions sont complétées par des mesures de sécurité routière, des mesures mises en place en application du règlement de police et la possibilité d'imposer une interdiction de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique.

Enfin, mon administration a examiné quelles mesures administratives les communes pourraient prendre contre les nuisances qui nous occupent. En avril 2010, les pouvoirs communaux ont été sensibilisés à ce type d'approche administrative.

02.03 **Tanguy Veys** (VB): Je regrette que la ministre s'incline face à la situation actuelle et à l'approche actuellement préconisée. Les mesures actuelles ne suffisent pas et à Zelzate, le parti de la ministre a plaidé en faveur de la tolérance zéro, l'interdiction des rassemblements et l'instauration d'un couvre-feu.

02.04 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Notre réforme des services de police, couronnée de

succès, est basée sur deux niveaux: la police locale et la police fédérale. Le problème qui nous intéresse revêt un caractère local et hisser un problème local au niveau fédéral équivaldrait à vider la réforme des polices à deux niveaux de sa substance. Je suis prête à prendre mes responsabilités mais uniquement si la police locale fait savoir qu'elle souhaite obtenir un renfort des autorités fédérales.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n°s 758 et 759 de M. Schoofs sont converties en questions écrites.

03 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'escorte de transports de fonds par la police fédérale" (n° 849)

03.01 Leen Dierick (CD&V): Ces derniers jours, certains distributeurs de billets n'ont pas été alimentés, les espèces se sont amoncelées dans les magasins, lesquels ne disposent plus de monnaie. La ministre avait promis de faire appel à des policiers locaux et fédéraux pour assurer l'escorte des transports de fonds.

La ministre a-t-elle une idée du nombre de policiers fédéraux mobilisés jusqu'ici? Quelle sera l'incidence budgétaire de cette mesure? Qui en supportera les coûts?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Du jeudi 4 novembre 2010 jusqu'à hier, 282 policiers fédéraux ont été affectés au transport de fonds de la Banque Nationale. Ensemble, ces 282 personnes ont effectué 3 843 heures, dont le coût total s'élève à 68 597 euros. Lorsque les banques font appel à la Banque Nationale et à la police, elles prennent en charge les coûts de ces deux instances.

03.03 Leen Dierick (CD&V): Nous avons toujours été partisans de l'accompagnement de transports de fonds par des policiers. L'efficacité de cette formule est attestée par la baisse du nombre d'attaques de transports de fonds. Nous préconisons par ailleurs aussi la généralisation de la valise explosive qui est sans doute plus "avantageuse" qu'une personne humaine.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le système de mandats au sein de la police fédérale" (n° 850)**

- **Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les primes des policiers" (n° 867)**

- **M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les allocations et indemnités en vigueur au sein de la police" (n° 882)**

- **M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "le régime des indemnités à la police" (n° 966)**

04.01 Leen Dierick (CD&V): Le statut des services de police présente une série de lacunes. Ainsi, ceux qui exercent un mandat se voient octroyer une indemnité de mandat entraînant la caducité de l'ensemble des autres primes et dispositifs de compensation des inconvénients. De ce fait, la fonction de chef de corps se révèle difficile à pourvoir. Du fait de son mandat, le chef de corps gagne en effet moins que ses subordonnés.

La ministre compte-t-elle s'attaquer à ce problème? Les indemnités de mandat doivent-elles être revues à la hausse ou existe-t-il d'autres possibilités? La ministre est-elle favorable à l'instauration d'une indemnité fonctionnelle?

04.02 Jacqueline Galant (MR): On a très vite constaté, lors de la réforme, que certains chefs de zone gagnaient moins que leurs agents. Or, on ne peut supprimer du jour au lendemain des primes octroyées depuis des années. Il faudra étaler la régularisation dans le temps, afin d'épargner le budget fédéral et celui des zones.

Comment comptez-vous régulariser la situation? Quel est le budget que les zones et le fédéral consacrent à ces primes? Peut-on envisager une solution au niveau des mandats?

04.03 Koenraad Degroote (N-VA): Il est question, depuis plusieurs années déjà, de l'instauration d'un

système de rémunération fonctionnelle. Des initiatives ont-elles déjà été prises en faveur de la mise en place d'un tel système? L'octroi d'une rémunération fonctionnelle entraînerait-il la suppression de certaines primes et indemnités?

Quelles mesures sont-elles prises afin d'éviter les abus, dans l'attente de la révision du statut du personnel? La ministre envisage-t-elle de plafonner les indemnités? Comment les chefs de corps locaux peuvent-ils être encouragés à intervenir en cas d'abus?

04.04 Tanguy Veys (VB): À la suite des critiques formulées à l'égard des indemnités octroyées à la police, la ministre a déclaré qu'il fallait s'orienter progressivement vers un régime de rémunération fonctionnelle.

C'est la radioscopie de la police gantoise par les professeurs Brice De Ruyver et Cyrille Fijnhaut qui a mis cette question en évidence. Ils évoquent une "culture des primes" en ce qui concerne les dérapages liés aux indemnités liées aux prestations. L'ironie du sort veut que c'est précisément Brice De Ruyver qui a tenu sur les fonts baptismaux le statut à l'origine de cette culture qu'il dénonce aujourd'hui. Nous devons nous garder de jeter la suspicion sur nos policiers.

Des irrégularités ont-elles effectivement été commises? Quels faits sont-ils en cause? Des initiatives judiciaires ont-elles été prises ou des sanctions disciplinaires prises?

La responsabilité du système des indemnités n'incombe-t-elle pas surtout au chef de corps lui-même?

La ministre envisage-t-elle l'instauration d'une rémunération fonctionnelle? Comment et dans quel délai?

L'actuel système des indemnités a été instauré par les autorités fédérales elles-mêmes. Si un problème se pose effectivement, n'a-t-il pas été créé par le pouvoir lui-même?

Dans quelle mesure l'indemnité de mandat octroyée au chef de corps ne constitue-t-elle pas, elle aussi, une indemnité fonctionnelle?

04.05 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): S'il n'y a guère de candidats à la fonction de chef de corps dans certaines zones, c'est, semble-t-il, en raison de la taille des zones concernées. Le cadre légal pour l'accroissement d'échelle sous la forme d'une fusion volontaire a en effet déjà été mise en place et il restera d'application jusque fin 2010. Dans les petites zones surtout, la différence entre le traitement du chef de corps et celui de ses collaborateurs directs est peut-être insuffisante.

Le mandat de chef de corps comporte nombre de risques et d'obligations professionnels. La prime afférente au mandat est répartie en cinq catégories de primes globales couvrant tous les désavantages inhérents à la fonction. Il y a par ailleurs aussi des barèmes propres qui peuvent varier entre eux dans une mesure importante. On peut donc être chef de corps d'une petite zone et bénéficier de l'échelle barémique la plus élevée et être directeur à la police fédérale avec une échelle barémique beaucoup moins importante. Il faudra à l'avenir remédier à une telle anomalie dans le cadre d'une véritable rémunération fonctionnelle.

(*En français*) La mise en place d'un système de rémunération fonctionnelle est étroitement liée au projet stratégique sur la formation et la gestion des compétences.

(*En néerlandais*) Une rémunération fonctionnelle permet une meilleure harmonisation des responsabilités et de la rémunération, offre davantage de garanties de transparence et constitue une simplification administrative. Elle contribue par ailleurs à une meilleure gestion du personnel.

(*En français*) Le système de pondération pour le personnel Calog de niveau A en place depuis 2007 ne se prête pas aux autres niveaux du Calog ni au personnel opérationnel.

(*En néerlandais*) Le maintien d'une série d'indemnités – telles que les primes pour les prestations de week-end ou de nuit, ou pour les heures supplémentaires – en parallèle avec la rémunération fonctionnelle serait conforme à la logique. Au demeurant, au moment de la réforme des services de police, les parties concernées se sont surtout concentrées sur les barèmes, accordant une priorité moindre aux primes et indemnités.

Je suis évidemment opposée à toute forme d'usage abusif. La planification des services doit être fondée sur l'intérêt général et non sur la possibilité de toucher une prime. Plafonner les indemnités n'aurait aucun sens, mais il convient de contrôler plus étroitement l'application quotidienne des règles. L'octroi préalable des budgets pourrait également constituer une piste intéressante. En fin de compte, cette question relève des autorités et des chefs locaux qui se trouvent ainsi responsabilisés. C'est cette logique qui a présidé à la création des conseils et collèges de police.

Le même raisonnement s'applique bien évidemment à la police fédérale. Le nombre d'abus doit toutefois être relativisé. Une dizaine de sanctions disciplinaires ont été prises pour la déclaration d'heures supplémentaires fictives. Nous ne disposons d'ailleurs pas de chiffres concernant les abus. Une soixante de système de primes existent mais il est évidemment faux de prétendre que toutes ces primes peuvent être cumulées par tous les agents.

(En français) Il faudra de toute façon continuer à réformer et simplifier la totalité des indemnités et mieux utiliser l'enveloppe budgétaire. Il faudra y réfléchir posément et à long terme en concertation avec les partenaires.

Je puis fournir les chiffres actuels du Secrétariat social pour les primes.

04.06 Leen Dierick (CD&V): Le moment est opportun pour adapter le statut. Les responsables politiques et les services de police ont exprimé des critiques. Je sais pertinemment que la discussion ne sera pas aisée et qu'il y aura des actions sociales. Je me réjouis d'entendre que la ministre est favorable à une rémunération fonctionnelle mais l'instauration de ce régime requerra une bonne préparation du point de vue de la définition des fonctions et des barèmes y afférents. Les primes devraient rester l'exception. Certaines tâches ressortissent aux tâches normales et ne doivent pas être rémunérées sous forme de primes.

La coopération avec le SPF Personnel et Organisation doit être efficace. La police ne doit pas tout faire elle-même surtout lorsque les pouvoirs publics disposent de services spécialisés.

J'espère que les syndicats aborderont cette discussion avec une grande ouverture d'esprit, dans l'intérêt des pouvoirs publics, de la police et des citoyens.

04.07 Jacqueline Galant (MR): Je suis intéressée par les chiffres du Secrétariat social.

Les primes doivent être un régime d'exception, la plupart des missions entrant dans le cadre des fonctions. Il faut donc, en évitant les polémiques, revoir les statuts afin d'éviter de commettre les mêmes "bêtises" lors de la réforme, prochaine, de la sécurité civile.

04.08 Koenraad Degroote (N-VA): Le statut doit être modifié, mais cela ne saurait justifier le report *sine die* de la lutte contre les abus. Les chefs de corps doivent être responsabilisés et empêcher les abus. Une interaction avec les collèges de police, qui peuvent fixer des limites budgétaires, pourrait être mise en place. Certaines zones œuvrent déjà en ce sens.

04.09 Tanguy Veys (VB): Je me réjouis d'entendre que la ministre nuance quelque peu la présentation qui est faite des abus au sein de la police et souligne la responsabilité à cet égard du conseil de police, du bourgmestre et du chef de corps. Nous devons éviter de créer un climat délétère. La rémunération fonctionnelle constituerait une totale volte-face. Nous devons nous garder de jeter le bébé avec l'eau du bain.

L'incident est clos.

05 Question de M. Bert Wollants à la ministre de l'Intérieur sur "les objectifs chiffrés en matière de procès-verbaux" (n° 858)

05.01 Bert Wollants (N-VA): Pour combattre les incivilités telles que le fait d'uriner sur la voie publique ou de jeter des déchets au sol, la police est autorisée, à Lierre, à dresser procès-verbal en vue d'une sanction administrative communale. Des objectifs chiffrés ont été fixés à cet égard. L'agent qui n'atteint pas son quota encourt une évaluation négative. Conséquence: pour sauvegarder leur emploi, les agents établiront plus de procès-verbaux.

Un chef de corps est-il autorisé à fixer des obligations de résultats chiffrées? Quelle est la réaction de la ministre à cet égard? Dans quelle mesure un agent a-t-il la compétence de choisir entre un avertissement ou un procès-verbal?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'instauration de quotas pour l'établissement de procès-verbaux et le fait d'y lier l'évaluation des agents constitue un pas de trop. Le comportement verbalisateur d'un agent peut évidemment être évoqué dans le cadre d'une évaluation mais ne peut déterminer le signalement final. Les articles 60 et 61 du code de déontologie des services de police énoncent des directives à cet égard. L'inspection générale a examiné trois plaintes concernant cette problématique et a décidé à chaque fois qu'il n'était nullement question de quotas au sens étroit.

En principe, l'agent de police ne dispose pas d'une marge de manœuvre propre. Si les autorités instaurent la tolérance zéro, il est impensable qu'un agent décide de ne pas y apporter sa collaboration. L'agent ne dispose pas d'un pouvoir de décision autonome mais, dans la pratique et en particulier concernant les infractions légères aux règlements de police, un simple avertissement oral peut se révéler aussi efficace en termes de maintien de l'ordre public qu'une verbalisation.

05.03 Bert Wollants (N-VA): Un avertissement peut suffire mais nous devons rester vigilants et veiller à ce que le pouvoir d'appréciation ne devienne pas trop large.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Eva Brems à la ministre de l'Intérieur sur "l'incident survenu entre le journaliste Arnold Karskens et la police bruxelloise" (n° 935)

06.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Dans la nuit du 6 au 7 novembre, le journaliste néerlandais Arnold Karskens a été enfermé pendant plusieurs heures dans une cellule de police après avoir eu une discussion avec un agent. Il était en train de photographier deux agents procédant à l'évacuation, de la gare du Nord, d'un homme qui souhaitait y passer la nuit. Selon le porte-parole de la police, il a incité un groupe de sans-abri à réagir, accusation qu'il dément. La crédibilité de nos forces de police exige que la vérité soit faite dans cette affaire.

Est-il interdit, dans notre pays, de photographier des agents de police? Ceux-ci sont-ils autorisés à retirer le film d'un appareil confisqué? La police de Bruxelles maintient-elle que M. Karskens a incité un groupe de sans-abri à réagir face aux agents? Peut-elle produire des images pour étayer ces accusations?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il n'est pas interdit de photographier des agents de police en action. Un comportement de ce type ne saurait donner lieu à la saisie judiciaire d'un appareil photo ou à la confiscation d'images. Celles-ci peuvent toutefois constituer une infraction à la loi sur les droits d'auteur ou à la législation en matière de protection de la vie privée. La publication ou la reproduction des images par le photographe requiert par ailleurs l'autorisation des agents de police concernés. En cas de publication sans autorisation, le photographe s'expose à des démarches judiciaires.

Le chef de corps de la zone de police de Bruxelles-Nord m'a fait parvenir un rapport détaillé des événements. Sur la base d'un arrêté de police du bourgmestre de Schaerbeek, la police locale a procédé à l'évacuation de la gare du Nord occupée à ce moment-là par une quarantaine de personnes, essentiellement des sans-abri. Pour des raisons humanitaires, quatre familles avec enfants ont toutefois été autorisées à passer la nuit dans le bâtiment de la gare.

Une des personnes présentes a interpellé les patrouilles de police sur le déploiement de force et la présence de chiens policiers. L'intéressé a été renvoyé vers le superviseur présent. Il s'est alors présenté comme un journaliste néerlandais présent sur place pour réaliser un reportage sur l'accueil des demandeurs d'asile à

Bruxelles. Le superviseur a informé M. Karskens des instructions en vigueur. Il l'a renvoyé pour plus de détails vers l'officier de presse de la zone de police, qui pourrait être contacté le matin.

Le superviseur a ensuite prié M. Karskens de quitter le bâtiment. Après moult insistance, M. Karskens a accédé à cette demande mais s'est posté à la porte et a tenu des propos très critiques sur les interventions policières contre les personnes qui venaient de quitter la gare. Le superviseur a entendu le journaliste dire que ces traitements étaient dégradants et qu'ils devaient entreprendre des actions, visant clairement la police. Le superviseur a alors souligné que M. Karskens menaçait l'ordre public et l'a sommé de quitter les lieux. M. Karskens a refusé d'obtempérer et a ensuite été arrêté administrativement par le superviseur.

Lorsque le journaliste a été libéré un peu plus de deux heures plus tard et qu'il a récupéré ses effets personnels, il a signalé qu'une photographie manquait sur son appareil photo. D'après la police, personne n'a touché à son appareil photo et la prise de photographies n'était en outre pas la raison de son arrestation.

La SNCB a effacé les images vidéo du bâtiment CCN après sept jours, comme d'habitude.

06.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il n'y a donc pas de preuves en ce qui concerne la plainte. La ministre dit qu'on ne peut enlever de photos des appareils mais il s'agit bien plus ici de la question de savoir si on le fait ou pas.

L'incident est clos.

07 Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des cartes d'identité électroniques" (n° 948)

07.01 Damien Thiéry (MR): Selon un article publié par l'éditeur d'anti-virus ESET, le logiciel malveillant Zeus serait capable, à partir d'un PC qu'il aurait infecté, de voler des informations sur une carte bancaire, mais aussi piloter le lecteur de cartes à puces, d'y lire ou d'y écrire des informations, de vérifier des mots de passe ou de générer une séquence aléatoire.

Or les cartes d'identité belges contiennent de nombreuses données confidentielles et devraient bientôt pouvoir servir de moyen de paiement.

Des mesures sont-elles envisagées pour réexaminer la sécurité des cartes d'identité électroniques devant cette nouvelle menace?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La plupart des problèmes relèvent, non de la carte d'identité, qui présente toutes les garanties requises par les normes européennes, mais de la sécurité de l'utilisation de cette carte et de l'hygiène de l'ordinateur. C'est également vrai pour les cartes bancaires. Il faut donc sécuriser son ordinateur.

Le citoyen doit aussi utiliser le code PIN de son eID avec précaution. Actuellement, Zeus est en principe capable de récupérer des informations comme l'identité, la photo ou l'adresse. Il ne pourrait récupérer le code PIN, ce qui présenterait un danger, que s'il est fait usage de lecteurs de cartes *low cost* intégrés au clavier. C'est impossible en cas d'utilisation d'un lecteur externe, comme ceux en service dans les administrations communales.

Une réunion du SPF avec Fedict sera prochainement consacrée à cette problématique.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Karel Uyttersprot** à la ministre de l'Intérieur sur "les inondations des 13 et 14 novembre 2010" (n° 944)

- **M. Ben Weyts** à la ministre de l'Intérieur sur "les inondations" (n° 945)

- **Mme Colette Burgeon** à la ministre de l'Intérieur sur "le bilan sur la gestion des inondations qui ont

frappé notre pays" (n° 980)

- **M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la gestion des inondations et les contacts entre les provinces du Brabant wallon et du Brabant flamand" (n° 991)**

- **M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la coordination des autorités régionales et fédérales lors des graves inondations de ces derniers jours" (n° 998)**

- **Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les inondations" (n° 1021)**

08.01 Karel Uyttersprot (N-VA): On a pu constater ces derniers jours que nous sommes en mesure de faire face à des très graves catastrophes naturelles. Pompiers, policiers, agents de la protection civile, membres de mouvements de jeunesse et volontaires nombreux, tous ont travaillé d'arrache-pied et la solidarité entre voisins a été grande. Il est évidemment top tôt pour procéder à une grande évaluation. Une concertation a-t-elle eu lieu avec les autres instances, comme le gouvernement flamand et les provinces?

Il n'est guère douteux que ces inondations seront considérées comme une catastrophe et que le Fonds des calamités interviendra. Il est question de formulaires de déclaration simplifiés. Ces déclarations seront-elles traitées avec célérité? Prévoira-t-on les effectifs requis? La ministre peut-elle insister auprès des assureurs pour qu'ils traitent rapidement les formulaires simplifiés, afin que les victimes soient indemnisées dans les meilleurs délais?

08.02 Ben Weyts (N-VA): Quelles démarches seront effectuées en vue de la reconnaissance des inondations comme catastrophe naturelle et à quel territoire s'appliquera cette reconnaissance? D'emblée à toutes les régions touchées? Dans quels cas pourra-t-il être fait appel au Fonds des calamités?

Quels montants peuvent être libérés au maximum, individuellement et globalement? De quels moyens dispose le Fonds des calamités?

Quelle évaluation le ministre fait-il de l'aide? Comment se sont déroulées la coopération et la communication entre les Régions? Comment s'était-on préparé à cette catastrophe?

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il convient de tirer toutes les conséquences des inondations. Ces conséquences sont d'abord planétaires, avec le dérèglement climatique.

Au niveau du pouvoir fédéral, d'abord je m'étonne du déclenchement si tardif des plans d'urgence provinciaux alors que les prévisions météo étaient assez explicites.

De même, vous avez dit que le plan d'urgence fédéral n'avait pas été déclenché parce qu'il aurait fait perdre plus de temps qu'il n'aurait permis d'en faire gagner. Cela mérite quelques explications.

Dans le même ordre d'idées, je reviens sur la difficulté de communication entre les deux provinces du Brabant. Il semble que des difficultés aient vu le jour sur l'opportunité d'ouvrir des vannes à Lembeek. Je pense qu'il est utile de revenir sur cette difficulté de contact afin d'éviter qu'elle ne se reproduise.

Enfin, la question de l'intervention du Fonds des calamités occupe à présent tous les esprits.

Quand la décision d'intervention sera-t-elle prise? Les affaires courantes vous permettent-elles de statuer dans ce dossier? Dans quel délai les victimes pourront-elles être indemnisées?

08.04 Colette Burgeon (PS): Par respect pour les victimes et pour leurs familles, un bilan de la gestion de cette crise doit être entrepris. Des questions se posent sur la gravité de l'impact de ces pluies catastrophiques et sur les facteurs qui ont pu l'aggraver. Nous ne pouvons pas non plus éviter de nous demander si l'on peut réagir à de tels phénomènes en pratiquant le chacun pour soi, la nature se moquant des frontières linguistiques ou régionales.

La coordination entre les services de secours et les différentes autorités communales s'est-elle bien passée? L'accrochage entre les autorités du Brabant wallon et du Brabant flamand à propos du barrage de Lembeek a montré que les intérêts des Régions pouvaient être opposés. Ne faudrait-il pas assurer, via le

SPF Intérieur, la coordination de la surveillance des bassins hydrographiques? Enfin, il est vraisemblable que l'état de catastrophe naturelle sera reconnu. Quand et comment se déroulera la procédure d'indemnisation des victimes?

08.05 **Éric Thiébaud** (PS): Le ministre-président Demotte a déclaré avoir été informé dimanche matin d'une "différence d'appréciation" entre le centre de crise wallon, les autorités du Brabant wallon et les autorités flamandes sur l'opportunité d'ouvrir la vanne de Lembeek, qui se situe sur le territoire de la Région flamande. Le gouvernement wallon a eu recours à vos services afin de remédier à cette divergence de vues.

Par ailleurs, Rudy Demotte a déclaré vous avoir écrit pour demander l'intervention du Fonds des calamités pour les inondations du week-end en Wallonie.

Quelle sera l'attitude du gouvernement fédéral face à la demande wallonne d'intervention du Fonds des calamités? Quel jugement portez-vous sur la coordination des actions des différentes autorités lors de cette crise? Quelles améliorations pourrait-on apporter à la situation actuelle? Quel doit être le rôle des autorités fédérales pour assurer une plus grande coordination entre tous? Dans le cas précis de la vanne de Lembeek, pouvez-vous nous exposer les informations dont vous disposez sur cette divergence d'appréciation entre les autorités wallonnes et flamandes?

08.06 **Leen Dierick** (CD&V): Chez nous, la menace est toujours élevée. Dans notre région, les services de secours ont bien travaillé. Une évaluation ne serait pas inutile. La manière dont les différents niveaux de pouvoir ont collaboré a-t-elle déjà été analysée? Quel rôle le centre de crise a-t-il joué? Comment la collaboration entre la protection civile et les services d'incendie locaux s'est-elle passée?

Cette catastrophe a eu valeur de baptême du feu pour les zones de services d'incendie. La ministre estime-t-elle qu'il y a déjà lieu d'apporter certains correctifs à l'organisation de ces zones?

08.07 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en français*): Mes premières pensées vont aux victimes et aux nombreuses personnes sinistrées. Elles vont également aux membres des services d'intervention qui sont intervenus en parfaite coordination, ne ménageant pas leurs efforts pour venir en aide aux sinistrés.

La procédure de reconnaissance de cette longue période de pluie comme catastrophe naturelle a été lancée dans les plus brefs délais. Les services ont immédiatement demandé aux gouverneurs la liste des communes touchées, ainsi que l'estimation des dégâts subis. L'IRM examinera si la période de retour de cette longue période de pluie peut être considérée comme exceptionnelle. Je ferai en sorte que l'arrêté royal formalisant cette décision soit approuvé par le Conseil des ministres dans les prochains jours.

(*En néerlandais*) Dans 90 à 95 % des cas, l'indemnisation des sinistres subis à la suite des inondations est prise en charge par les assureurs. Le Fonds des calamités n'intervient que dans un nombre limité de cas, par exemple pour des marchandises qui ne peuvent être assurées dans le cadre des risques d'incendie simples ou encore, pour les dégâts occasionnés aux récoltes non engrangées, aux cheptels vifs hors bâtiment ainsi qu'aux sols, cultures et peuplements forestiers. Le Fonds intervient également en faveur des personnes bénéficiant du revenu d'intégration ainsi que pour le domaine public. Les indemnisations individuelles sont limitées à 114 700 euros. Le total des indemnisations versées dans le cadre d'une catastrophe n'est cependant pas plafonné.

Les intéressés désirant faire appel au Fonds des calamités disposeront d'un délai de trois mois pour transmettre leur demande d'indemnisation au gouverneur dès la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal portant reconnaissance de cette calamité naturelle. En concertation avec les compagnies d'assurance, nous avons rédigé des listes de vérification indiquant très clairement s'il convient de s'adresser à un assureur ou au Fonds des calamités.

La collaboration entre les organes compétents des différents niveaux de pouvoir est régie par le Plan national d'urgence Catastrophes naturelles – Crues et inondations.

(*En français*) L'ensemble de ces dispositifs ont été mis en application ce week-end. Le Centre

Gouvernemental de Coordination et de Crise a joué le rôle de facilitateur en transmettant les premiers avis d'alerte des services météorologiques et hydrologiques aux services d'intervention ainsi qu'aux gouverneurs de province.

La phase de pré-alerte fédérale a été déclenchée le 14 novembre, conformément au plan d'urgence national. La phase d'alerte fédérale n'a pas dû être déclenchée; les gouverneurs étaient en mesure de gérer la situation en phase provinciale à certains endroits et les bourgmestres en phase communale avec l'appui des gouverneurs à d'autres endroits. Nous avons suivi la situation en temps réel sur le terrain.

En Belgique, les situations d'urgence sont gérées en fonction de la gravité de la situation, soit par le bourgmestre en phase communale, soit par le gouverneur en phase provinciale, soit par le ministre de l'Intérieur en phase fédérale. Il va de soi que, même si la situation s'aggrave, entraînant une phase plus élevée, les autorités locales restent actives, chacune à son niveau.

(En néerlandais) Les principes de l'accueil d'urgence ont été respectés efficacement et multidisciplinairement à tous les niveaux. Les arrêtés royaux et ministériels qui ont été publiés depuis 2003 ont démontré leur utilité en matière de coordination des différents niveaux de décision. Même si on ne déclenche pas de phase nationale et provinciale, un gouverneur ou un ministre de l'Intérieur a beaucoup de contacts informels et l'aide est organisée là où elle est nécessaire.

(En français) Dans la nuit du 13 au 14 novembre, la nécessité s'est fait sentir de disposer d'une vue globale de la situation en matière d'évacuation des trop-pleins d'eau, et ce afin de mieux saisir l'impact des mesures prises par une province sur une autre. Lors de la réunion des experts des services régionaux compétents le dimanche au Centre de crise à Bruxelles, il est apparu que les services travaillaient en concertation et privilégiaient les décisions les moins pénalisantes pour l'ensemble du territoire.

Les résultats de cette concertation ont ensuite été communiqués par vidéoconférence aux gouverneurs concernés.

(En néerlandais) La coordination entre les différents services et niveaux de compétence n'a posé aucun problème. La réforme des services d'incendie, pour laquelle nous avons obtenu un montant de 32 millions d'euros, porte manifestement ses fruits. Cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune leçon à tirer des récentes inondations mais il est encore trop tôt pour formuler des conclusions générales. Dans certaines communes la situation est en effet encore très délicate. Nous organiserons très certainement un debriefing au niveau national afin de voir quels enseignements nous pouvons tirer des événements. Au vu de certains éléments qui devraient apparaître, une concertation plus avant avec les Régions et les Communautés sera probablement nécessaire.

(En français) Le dialogue entre un grand nombre d'acteurs, intervenant à différents niveaux avec des missions et des objectifs différents, constitue un des principes essentiels de la planification d'urgence. L'objectif est d'anticiper au maximum les événements pour mieux gérer la situation.

La réglementation relative à la planification d'urgence est mise en application aux niveaux communal, provincial et fédéral. Ce processus se déroule par étapes: désignation d'un fonctionnaire de planification d'urgence, mise en place d'une cellule de sécurité, identification des risques, rédaction du plan général d'urgence et d'intervention, analyse des risques qui devraient faire l'objet d'un plan particulier d'urgence et d'intervention.

Si le processus évolue positivement, il convient de continuer à sensibiliser les autorités locales sur leur rôle essentiel en la matière. Des synergies se mettent ainsi progressivement en place.

(En néerlandais) L'appui des services incendie, de la protection civile et de l'armée s'est révélé indispensable ces derniers jours.

Si deux experts de deux régions ne parviennent pas à se mettre d'accord, il se pose bel et bien un problème.

En l'absence de hiérarchie des compétences, nul ne pourra trancher et décider quelles écluses seront ou non ouvertes. Lors de la réunion de crise de dimanche après-midi, j'ai écouté l'ensemble des arguments. En l'absence de hiérarchie des compétences, le fédéral ne peut rappeler des experts régionaux à l'ordre ni trancher lui-même. Cette situation peut engendrer un problème sur le plan de la gestion de crise. Peut-on, dans une situation de crise de ce type, passer outre une décision prise par une autre Région? On touche en l'espèce à des piliers fondamentaux de l'organisation de notre pays.

Cette après-midi-là, nous avons organisé une vidéoconférence avec les gouverneurs concernés. Souvent, en effet, les plans catastrophe sont levés lorsque le danger aigu s'est éloigné mais il reste encore à nettoyer le domaine public.

Cette phase pose toujours de gros problèmes. Ce n'est que lorsque l'eau s'est retirée que l'on peut détecter, par exemple, le mazout resté en place, pour ne citer qu'un aspect de l'impact sur l'environnement. Nous avons examiné aujourd'hui la question des sites requérant l'installation de pompes, de conteneurs de déchets ou autre. Fort heureusement, dans les autres provinces, de nombreuses casernes des pompiers ont été épargnées.

Je réalise que la situation dure longtemps pour certaines personnes. S'il faut encore nettoyer pendant deux ou trois jours, il faudra aussi trouver des personnes pour le faire. Nous allons veiller à soutenir au maximum cet effort. Tel était l'objectif de la vidéoconférence d'aujourd'hui. Il est essentiel pour le gouvernement, en effet, d'apprendre non seulement à gérer une crise aiguë mais aussi à la traiter à fond.

08.08 Ben Weyts (N-VA): Concernant Lembeek, on se réjouit que la raison y ait triomphé. La ministre n'a rien dit de l'initiative d'insister auprès des compagnies d'assurance pour qu'elles paient des acomptes. À combien s'élève le Fonds des calamités? Quel montant maximum y est disponible?

08.09 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il n'y a pas de montant exact dans mon dossier pour l'instant. Quoi qu'il en soit, nous sommes dans l'obligation de payer. Je peux imaginer que le montant du Fonds des calamités ne sera peut-être pas suffisant. Cela dépend du nombre de crises survenues en un an. J'informerai le secrétariat de la commission du montant exact par courrier électronique.

08.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Merci à tous ceux qui se sont engagés dans la gestion de cette crise. La mobilisation qui suivit cette catastrophe était réjouissante.

Il conviendra de procéder à une évaluation. Vous avez évoqué ce principe de découplage des services d'intervention afin que des provinces non touchées puissent apporter du matériel et des forces vives. Les ouvriers de certaines communes étaient occupés à des travaux de jardinage, alors que dans la commune voisine, on manquait de bras.

Sur le non-déclenchement du plan fédéral, l'explication des médias était surprenante: un plan général aurait occasionné plus de désagréments qu'autre chose! Mais, informellement, la coordination s'est bien passée. On a également constaté l'utilité d'un État fédéral, qui ne chapeaute pas les Régions, mais facilite le dialogue.

Pour l'intervention du Fonds des calamités – même subsidiaire puisque les assurances interviendront en première ligne – je me réjouis de la rapidité de la réaction. J'espère qu'il en sera ainsi à l'avenir, tout en espérant que notre pays ne sera pas trop souvent victime de telles catastrophes naturelles.

08.11 Colette Burgeon (PS): Quand les gens achètent un terrain, il serait bon de les prévenir qu'ils sont en zone inondable.

08.12 Éric Thiébaud (PS): Toute une série de mesures ont été prises par les pouvoirs publics depuis dix ans, et elles ont porté leurs fruits. La gestion de cette crise a été excellente.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- M. Hans Bonte au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les développements récents dans le conflit social qui fait rage au sein de l'entreprise de transports de fonds Brink's" (n° 955)
- M. Servais Verherstraeten à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi d'une licence temporaire pour le transport de fonds à Brink's Diamond & Jewelry, la filiale de Brink's" (n° 958)
- Mme Colette Burgeon à la ministre de l'Intérieur sur "la délivrance d'une licence temporaire à Brink's Diamond & Jewelry" (n° 972)
- M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi d'une licence temporaire à la Brink's Diamond & Jewelry, une filiale de Brink's Belgium" (n° 997)

09.01 Servais Verherstraeten (CD&V): La ministre aurait octroyé une licence temporaire pour les transports de valeur à Brink's Diamonds & Jewelry, une société sœur de la firme Brink's qui est impliquée dans un conflit social d'envergure et qui a introduit entre-temps une demande de faillite auprès du tribunal de commerce de Bruxelles.

Quand cette licence a-t-elle été demandée? Quand la ministre l'a-t-elle précisément octroyée? Quel est le délai de traitement habituel pour ce type de licence? Le traitement ordinaire a-t-il été réservé à cette demande? Des objections ont-elles été formulées lors de l'examen de la demande?

La ministre a également déclaré dans les médias que la licence avait été accordée après l'introduction de la demande de faillite. Je partage la conviction selon laquelle il doit être possible d'importer et d'exporter des diamants, vu l'énorme importance pour l'économie belge. Quel était précisément l'objet de la demande? Ce type de transport n'est-il pas déjà effectué par la société sœur? La demande de cette licence ne concerne-t-elle pas précisément une activité supplémentaire?

09.02 Colette Burgeon (PS): L'attitude cynique et brutale de la direction de Brink's Belgium, comme celle de la société mère aux États-Unis, nous rappelle que la mondialisation du marché n'a que faire du droit des travailleurs et que les grands principes du droit sont faits pour s'appuyer dessus jusqu'au moment où ils s'effondrent.

Le SPF Intérieur a été instrumentalisé à deux reprises: la première fois lorsque vous avez donné instruction à la Banque Nationale d'assurer elle-même le transport de l'argent; la deuxième fois, en accordant une licence temporaire pour le transport d'argent liquide à la filiale Diamond & Jewelry de Brink's.

Pourquoi le SPF Intérieur annonce-t-il, le 10 novembre, qu'il bloque la demande de licence de la filiale Diamond & Jewelry de Brink's tant que le conflit chez Brink's Belgium n'est pas résolu pour finir par lui accorder, le 12 novembre, une licence temporaire? À l'heure actuelle, alors que les quatre bases de Brink's sont à l'arrêt et renferment des sommes considérables, la sécurité des travailleurs en grève faisant piquet autour de ces sites est-elle assurée?

09.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Personne dans ce pays ne peut transporter des fonds, des valeurs, des bijoux ou des diamants sans une autorisation du ministre de l'Intérieur. L'autorisation définitive est toujours octroyée sur la base de la loi réglementant la sécurité privée et particulière. Cette autorisation définitive ne peut être octroyée qu'après différents avis, notamment un avis du procureur du Roi et de la Sûreté de l'État, et après qu'il a été démontré que l'entreprise répond aux conditions minimales. La décision relative à une autorisation définitive peut dès lors prendre entre six et huit mois. Pour ne pas menacer la continuité du service, le Roi peut décider qu'une nouvelle entité juridique peut poursuivre les activités de l'entreprise qui a initialement bénéficié de l'autorisation ou qui a été agréée, pendant la période précédant la décision définitive relative à la demande d'autorisation.

Cette législation en matière de sécurité a été conçue avec la conviction que les fonds et les valeurs doivent être transportés par du personnel correctement formé qui dispose de permis de port d'arme et de matériel adéquat. Dans notre politique, aucun argument économique ou de droit du travail n'est pris en considération. Et c'est précisément là que se situe le problème dans ce dossier. Nous pouvions attendre quelque temps

pour l'autorisation provisoire mais à un moment donné, une décision devait être prise. Le 3 novembre 2010, la SPRL Brink's Diamonds & Jewelry Services a introduit une demande d'obtention d'un permis définitif comme transporteur de fonds. D'après le dossier, la société a repris de la SA Brink's Belgium la branche d'activité composée du transport international de et vers le siège de Zaventem ainsi que le personnel qui y travaille.

Une autorisation temporaire a été demandée pour les activités à Zaventem. J'ai reporté quelque temps la décision en raison du conflit social en cours. Je suis de très près tous les rapports ainsi que les deux procédures judiciaires qui ont été lancées. Le fait est et demeure que pour l'Intérieur la législation est axée sur l'aspect de la sécurité. La société anversoise organisait en fait déjà le transport de diamants et bijoux mais le transport était assuré par des travailleurs de la SA Brink's Belgium. Les travailleurs en question ont à présent été intégrés à la société qui assure les transports. Une seule société assure donc à présent l'organisation et les transports, pas seulement pour Brink's d'ailleurs mais également pour les autres sociétés actives sur le terrain.

Le dossier évolue constamment. Le tribunal de commerce devrait rendre son jugement fin de cette semaine ou début de la semaine prochaine. Nous continuons à suivre la situation de très près.

09.04 Servais Verherstraeten (CD&V): La délivrance d'une autorisation temporaire est évidemment un difficile exercice d'équilibre et personne n'empêchera la ministre d'appliquer la loi. J'ai cru comprendre que la délivrance ou le refus de délivrance d'une autorisation temporaire doit s'effectuer dans un délai déterminé. Si l'autorisation a été délivrée après la demande de faillite, j'estime que c'est un peu tôt car la faillite n'avait pas encore été prononcée au moment de la demande. De plus, nous devons attendre car nous ne savons même pas si la faillite sera prononcée. Au demeurant, le risque qu'appel soit interjeté après le refus ou l'acceptation de la faillite n'est absolument pas imaginaire. Or une procédure d'appel peut être très longue.

La délivrance de cette autorisation aurait sans doute eu une influence sur une concertation sociale qui n'a jamais eu lieu. Nous le déplorons tous. D'autre part, une telle délivrance est de nature à influencer sur les actifs d'une masse faillie. Supposons que, par ce biais, des actifs soient transférés de la société mère vers la filiale. Dans pareil cas, un éventuel curateur ne pourrait plus récupérer ces actifs et nous subirions éventuellement aussi, en tant qu'autorité publique, un manque à gagner.

Il aurait été préférable d'encore attendre un peu avant de délivrer cette autorisation.

Je note que la ministre suit le dossier de très près afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires pour préserver autant que possible les intérêts du secteur du diamant, de l'État belge et des travailleurs de Brink's.

09.05 Colette Burgeon (PS): Brink's Belgium et Brink's Diamond & Jewelry, ce sont les mêmes. Il s'agit d'un changement d'enseigne pour réengager des gens qui travaillaient chez Brink's Belgium dans un sous-statut.

Le site de Zaventem était le seul rentable. Il est évidemment parti vers la nouvelle société.

La sécurité est un critère important mais la concertation sociale devrait être l'un des critères. Les travailleurs ont eu l'impression d'être trahis.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Marie-Christine Marghem à la ministre de l'Intérieur sur "la problématique des ports d'armes pour les transporteurs de fonds" (n° 686)

10.01 Marie-Christine Marghem (MR): Pourquoi le niveau de réussite aux examens de tirs prévus par le nouveau programme mis en place par la ministre est-il de 80 %, alors qu'il n'est que de 66 % pour les policiers? De plus, un échec à la première des deux épreuves annuelles empêcherait de recommencer. Une tournée prévoit deux agents dont au minimum un armé: cela pourrait poser des problèmes d'organisation.

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Avant 2009, l'aptitude au tir des agents de gardiennage

n'était évaluée qu'une seule fois, lors de la formation. Depuis, des examens, pour lesquels les candidats ont droit à deux tentatives, ont également lieu lors des exercices ultérieurs. Cependant la difficulté n'est pas comparable à celle des examens de la police. Un sondage a montré que 86 % des agents ayant passé l'examen ont réussi du premier coup et que plus de 90 % ont satisfait au bout des deux tentatives.

Le port d'arme n'est toutefois pas obligatoire, les agents n'en disposant plus peuvent donc toujours être employés par l'entreprise.

10.03 Marie-Christine Marghem (MR): Je vous remercie pour cette réponse rassurante. Le taux de réussite, et de participation, élevé signifie sans doute que les agents suivent une formation continuée ou qu'ils sont d'excellents tireurs.

L'incident est clos.

11 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la saga du financement 2010 des services d'incendie de la province de Namur et les possibilités de financement de la future école du feu de la province de Namur" (n° 988)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Madame la ministre, la semaine dernière, vous disiez attendre une position définitive de la province de Namur quant à la possibilité de mettre sur pied une zone provinciale unique d'intervention.

Quelle réponse a été apportée? Confirmez-vous la possibilité, dans l'hypothèse où cette zone unique d'intervention ne pourrait se mettre en place, de réaffecter les subsides destinés aux services d'incendie de la province de Namur à d'autres projets, comme celui de l'école du feu de la province de Namur? Quelles démarches cette option nécessiterait-elle? Ces démarches sont-elles en cours? Si ce scénario ne pouvait aboutir, qu'advient-il de ce subside?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): À ce jour, je n'ai toujours pas reçu de projet de convention unique pour la zone de Namur. Je souhaite que les pompiers de la province de Namur ne soient pas pénalisés en raison des dissensions de leurs autorités locales.

Mon administration examine toutes les possibilités de réaffectation du budget initialement prévu pour la PZO de Namur. Mes services mettront tout en œuvre pour faire aboutir la procédure dans les délais.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Qui nomme les gouverneurs de province?

11.04 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Ce sont les Régions.

11.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): J'essaie de jouer les *go-betweens* avec la province de Namur pour qu'elle formule le plus rapidement possible une contre-proposition pour l'affectation de ce subside.

11.06 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Le but de cette loi est de créer une vraie zone. Ensuite, d'autres possibilités peuvent être examinées.

11.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je constate qu'on ne pourra pas arriver à cet objectif avant la fin de l'année. Mon idée est d'introduire une demande de subvention pour le financement de l'école du feu. C'est une urgence, que je vais tenter de transmettre aux autorités provinciales namuroises, étant entendu que je ne suis pas membre du Conseil provincial de Namur car c'est incompatible avec une fonction de député fédéral. Avec les conseillers provinciaux Ecolo, je jouerai cependant avec plaisir le rôle de médiateur. Si nous parvenons à ce que cette proposition soit formulée, j'espère que vous la recevrez positivement.

L'incident est clos.

12 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'agression contre un militant des droits de l'homme en Belgique" (n° 964)

12.01 Peter Logghe (VB): Mercredi 10 novembre au soir, M. Ahmed Al Marzouki, militant des droits de l'homme et auteur marocain, a été agressé à Bruxelles par deux personnes, vraisemblablement deux Arabes. Il est permis de se demander s'il n'a pas été molesté en raison du thème de la conférence qu'il voulait donner et qui était "réconciliation et droits de l'homme au Maroc".

La ministre confirme-t-elle cette agression? Peut-elle nous donner plus d'informations? A-t-on retrouvé la trace des auteurs? S'est-on mis, à cette fin, en rapport avec la communauté maghrébine de Belgique? Les personnes qui viennent chez nous pour parler de sujets sensibles ne devraient-elles pas bénéficier de mesures de protection standards? Quels enseignements retire-t-on de cet incident? Ne saute-t-il pas aux yeux que la liberté d'expression et la liberté de réunion posent de plus en plus de problèmes à certaines catégories de la population belge?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le mercredi 10 novembre, aux alentours de 19 h 15, M. Marzouki a été victime d'une agression sur la voie publique à Bruxelles. L'enquête de police est en cours et je ne puis donc vous donner davantage d'informations à ce sujet.

La protection des personnes qui viennent dans notre pays pour y parler de thèmes sensibles fait l'objet d'une analyse ponctuelle par les services de sécurité et de police, et l'OCAM. Dans le dossier qui nous occupe, il n'était aucunement question de menaces quelconques.

À la suite de l'agression de M. Marzouki, qui devait encore donner deux conférences, le centre de crise a pris des mesures de protection.

Il est inadmissible que l'on fasse usage de la violence pour imposer le silence à quelqu'un ou lui imposer sa propre opinion. La liberté d'expression et de réunion doit être respectée.

12.03 Peter Logghe (VB): J'espère que l'enquête pénale pourra être clôturée dans les meilleurs délais et que les responsables seront punis. Il est inadmissible que la liberté d'expression soit bafouée ou que nous devions nous adapter sur ce plan à des conceptions autres que les nôtres.

Ma question concernant les contacts avec la communauté marocaine relève sans doute de l'enquête pénale.

L'incident est clos.

13 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le service médical de la police" (n° 975)

13.01 Ben Weyts (N-VA): Il y a eu par le passé des allégations selon lesquelles le service médical de la police était devenu un service fantôme parce que les policiers se rendaient depuis quelque temps chez leur médecin de famille dont les consultations étaient ensuite remboursées. Plusieurs médecins du service ont été littéralement réduits au chômage, tout en percevant leur traitement qui, dans certains cas, pouvait se monter à 5 000 euros nets. Par ailleurs, de grandes quantités de médicaments ont été distribuées gratuitement aux agents, même par du personnel sans formation médicale. Plusieurs audits ont dès lors été lancés. Quelles en sont les conclusions et les recommandations? La ministre peut-elle nous communiquer ce rapport? Quelles mesures ont déjà été mises en œuvre? Comment et quand les mesures restantes seront-elles exécutées? L'enquête judiciaire a-t-elle déjà donné des résultats en ce qui concerne les plaintes concrètes? Des mesures disciplinaires seront-elles prises?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les services du commissaire général ont en effet procédé à un audit interne du fonctionnement du service médical. Celui-ci a interrogé ses propres clients sur son fonctionnement. Le directeur général de la direction générale de l'Appui et de la Gestion en a examiné les résultats lors d'une récente concertation stratégique avec les représentants dirigeants du service médical. J'attends les conclusions et les propositions concrètes issues de cette concertation dans le mois. Les résultats de l'enquête judiciaire sont attendus.

13.03 Ben Weyts (N-VA): Mais en quoi consistent les recommandations de l'audit proprement dit?

13.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): J'attends les conclusions de l'audit et les

recommandations dans le mois.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 16.

De vergadering wordt geopend om 15.04 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Guy Coëme aan de minister van Binnenlandse Zaken over "financiële oplichtingspraktijken via internet" (nr. 628)

01.01 Guy Coëme (PS): Tal van medeburgers zijn het slachtoffer van oplichting via het internet of de telefoon. De oplichters opereren vanuit het buitenland en beloven de gedupeerde een aanzienlijke som geld op voorwaarde dat hij zelf eerst een bedrag stort. Dat geld ziet hij natuurlijk nooit meer terug.

Die plaag neemt steeds verder uitbreiding en de bevolking is zich onvoldoende bewust van de gevaren die zij dagelijks loopt.

Kan u ter zake een degelijk informatiebeleid voeren, meer bepaald op het niveau van uw departement en de federale politie, teneinde de bevolking gevoelig te maken voor dit probleem?

Hoeveel personen houden zich in ons land bezig met dergelijke dossiers, meer bepaald bij de Federal Computer Crime Unit? Hoe werkt die eenheid, die de cybercriminaliteit bestrijdt? Werkt de FCCU ook samen met diensten uit andere landen? Worden er acties op Europees niveau gevoerd?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De federale politie is regelmatig als deelnemer of organisator aanwezig op informatieconferenties en -vergaderingen over internetfraude.

Er zijn twee overheidsdiensten bevoegd voor de problematiek van de financiële oplichtingspraktijken via internet: enerzijds is er de cel Internetbewaking van de Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie, anderzijds de cel Internetfraude van de Federal Computer Crime Unit (FCCU) bij de federale gerechtelijke politie. Beide diensten werken nauw samen met de consumentenorganisaties en de organisaties voor kinderbescherming. Er bestaan verschillende sensibilisatieprogramma's, die vooral gericht zijn op jongeren (Child Focus, Clicksafe en Safe internet).

Bovendien staat er op de website van de federale politie een link naar 'computercriminaliteit, criminaliteit op het internet', waar meer uitleg wordt verschaft over de belangrijkste soorten internetfraude en waar preventietips worden gegeven. De FCCU heeft ook een leidraad opgesteld voor de lokale politiekorpsen om ze te helpen bij de behandeling van dit soort klachten. Ten slotte neemt de FCCU deel aan talrijke vergaderingen met buitenlandse partners met het oog op een betere coördinatie van de acties en een verbeterde samenwerking tussen de verschillende landen.

In totaal zijn een twaalfal voltijds equivalente betrekkingen bezig met de problematiek van internetfraude, waarvan drie bij de FCCU.

De burger die het slachtoffer wordt van oplichting op internet, moet zich in eerste instantie tot de lokale politie wenden.

Bovendien kan iedereen via eCops – het onlinemeldpunt van de federale politie – bepaalde feiten aangeven, zoals bijvoorbeeld oplichting via internet. Via dit meldpunt kunnen mensen die zich benadeeld voelen, doorverwezen worden naar de lokale politie of kunnen ze advies krijgen over wat ze nog kunnen ondernemen buiten het indienen van een klacht bij de politie. De benadering is dus ook proactief.

01.03 Guy Coëme (PS): Deze vorm van criminaliteit neemt gestaag toe. Eender welk gezin kan er overal het slachtoffer van worden. We zouden dit dossier dus eens rustig opnieuw moeten bekijken. Ik zal een

schriftelijke vraag indienen met betrekking tot de ophelderingsgraad van dergelijke misdrijven in ons land.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aangezien mevrouw Marghem afwezig is, vervalt haar vraag nr. 686.

02 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over "amokmakers op fuiven" (nr. 721)

02.01 Tanguy Veys (VB): De aanleiding van mijn vraag is een aantal incidenten in Oost-Vlaanderen waarbij een groep jongeren amok kwam maken op een fuif. De lokale besturen, de zonechefs en de politiecommissarissen zitten met de handen in het haar omdat zij heel weinig instrumenten hebben om dit probleem aan te pakken.

In het Meetjesland hebben zij even gepoogd om in de LoWaZoNe te werken met een zwarte lijst van een twintigtal amokmakers. De lijst werd gebruikt om jongeren preventief op te pakken als ze zich binnen een straal van 500 meter van de fuifplaats zouden begeven. De privacycommissie heeft erop gewezen dat het bijhouden van dergelijke lijsten onwettig is en dat er maar twee soorten van aanhouding zijn: de administratieve en de gerechtelijke. Een preventieve aanhouding bestaat vooralsnog niet. De betrokken politiecommissaris bij het incident in Zelzate zou op de federale overheid rekenen om het probleem op te lossen.

Is de minister op de hoogte van deze problematiek? Zijn er binnen het huidige maatregelenpakket wel degelijk elementen die een burgemeester, politiecommissaris of zonechef kan hanteren om deze problematiek aan te pakken? Is de minister van mening dat er extra maatregelen nodig zijn?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Natuurlijk ben ik op de hoogte van de problematiek, die al tot in 2002 teruggaat. Vanaf 2008 werd begonnen met een gecoördineerde aanpak op basis van de copfilosofie (community oriented policy). Doel was een maximale efficiëntie en veilige fuiven.

Van elke fuif wordt een risicoanalyse gemaakt op basis waarvan de politiecapaciteit wordt bepaald. Op de fuif zelf worden gespecialiseerde politieambtenaren ingezet als spotters. De organisatie zorgt ook voor een eigen securitydienst.

Verder zijn er de verkeersmaatregelen, maatregelen via het politiereglement en een mogelijk verbod op de consumptie van alcoholische dranken op de openbare weg.

Tot slot heeft mijn administratie de administratieve maatregelen onderzocht die de gemeenten kunnen nemen tegen overlast. In april 2010 werden zij tijdens een colloquium gesensibiliseerd voor dergelijke bestuurlijke aanpak.

02.03 Tanguy Veys (VB): Ik betreur dat de minister zich neerlegt bij de huidige situatie en bij het huidige optreden. De maatregelen volstaan niet en in Zelzate heeft de partij van de minister gepleit voor nultolerantie, een samscholingsverbod en een avondklok.

02.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Onze geslaagde politiehervorming is gebaseerd op twee niveaus: de lokale politie enerzijds en de federale politie anderzijds. Dit is een lokaal probleem en als we elk lokaal probleem naar het federale niveau halen, dan wordt onze politiehervorming op twee niveaus ondergraven. Ik wil wel verantwoordelijkheid nemen, maar alleen als de lokale politie aangeeft steunmaatregelen van de federale overheid te willen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 758 en nr. 759 van de heer Schoofs worden omgezet in schriftelijke vragen.

03 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de begeleiding van geldtransporten door de federale politie" (nr. 849)

03.01 Leen Dierick (CD&V): De voorbije dagen stond een aantal bankautomaten leeg, cash stapelt zich op in winkels en winkels zitten door hun wisselgeld heen. De minister had beloofd locale en federale politiemensen in te zetten om geldtransporten te begeleiden.

Heeft de minister al zicht op hoeveel federale politiemensen tot nu toe werden ingezet? Wat is de budgettaire impact van de maatregel? Op wie zullen de kosten worden verhaald?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Van donderdag 4 november 2010 tot en met gisteren werden 282 mensen van de federale politie ingezet voor de begeleiding van geldtransporten van de Nationale Bank. Deze 282 mensen hebben 3.843 uren gepresteerd, voor een totale kostprijs van 68.597 euro. Wanneer de banken een beroep doen op de Nationale Bank en op de politie, betalen zij de kosten aan deze twee instanties.

03.03 Leen Dierick (CD&V): Wij zijn altijd al voorstander geweest van de begeleiding van geldtransporten door politiemensen. De doeltreffendheid daarvan wordt bewezen door de daling van het aantal overvallen op geldtransporten. Verder pleiten wij voor de veralgemening van de plofkoffer omdat die waarschijnlijk 'voordeliger' is dan een mens.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het mandaatsysteem bij de federale politie" (nr. 850)
- mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de politiepremies" (nr. 867)
- de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "toelagen en vergoedingen bij de politie" (nr. 882)
- de heer Tanguy Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het systeem van vergoedingen bij de politie" (nr. 966)

04.01 Leen Dierick (CD&V): Het statuut van de politiediensten vertoont een aantal gebreken. Zo krijgt wie een mandaat uitvoert een mandaattoelage, waardoor alle andere premies en inconveniantenregelingen vervallen. De functie van korpschef raakt daardoor moeilijk ingevuld. Door zijn mandaat verdient de korpschef immers minder dan zijn ondergeschikten.

Zal de minister iets doen aan dit probleem? Moeten de mandaattoelagen worden verhoogd of zijn er nog andere mogelijkheden? Hoe staat zij tegenover de invoering van een functionele vergoeding?

04.02 Jacqueline Galant (MR): Bij de hervorming heeft men al snel vastgesteld dat de zonechefs minder verdienen dan hun agenten. Premies die al jarenlang worden toegekend, kan men niet zomaar afschaffen. De regularisatie zal in de tijd moeten worden gespreid, teneinde de federale begroting en die van de zones niet te zwaar te belasten.

Hoe zal u de situatie regulariseren? Welk budget besteden de zones en de federale overheid aan die premies? Kan er een oplossing op het niveau van de mandaten worden overwogen?

04.03 Koenraad Degroote (N-VA): Al enkele jaren wordt er gesproken over de invoering van een systeem van functionele verloning. Werden er al initiatieven genomen om zo'n systeem in te voeren? Betekent een functionele verloning dat bepaalde toelagen en vergoedingen worden afgeschaft?

Welke maatregelen worden er genomen om misbruik te voorkomen in afwachting van de herziening van het personeelsstatuut? Overweegt de minister een maximaal toegelaten bedrag aan vergoedingen? Hoe kunnen de lokale korpschefs ertoe worden aangezet om op te treden tegen het misbruik?

04.04 Tanguy Veys (VB): Naar aanleiding van de kritiek op het systeem van vergoedingen bij de politie, verklaarde de minister dat er moet worden geëvolueerd naar een systeem van functionele verloning.

Aanleiding was de doorlichting van de Gentse politie door de professoren Brice De Ruyver en Cyrille Fijnaut. Zij spreken over een graaicultuur met betrekking tot de ontspoorde prestatiegebonden toelage. Ironisch is wel dat Brice De Ruyver zelf mee aan de wieg stond van het statuut waardoor die 'graaicultuur' kon ontstaan. We moeten ons ervoor hoeden de politie een slachtoffer te maken van sfeerschepping.

Hebben zich effectief onrechtmatigheden voorgedaan? Over welke feiten gaat het? Werden er gerechtelijke stappen gezet of tuchtsancties genomen?

Ligt de verantwoordelijkheid voor het vergoedingssysteem niet vooral bij de korpschef zelf?

Zal de minister een functionele verloning invoeren? Hoe en op welke termijn?

Het huidige systeem van vergoedingen werd door de federale overheid zelf ingevoerd. Als er al een probleem is, is dat dan niet door de overheid zelf gecreëerd?

In welke mate is de mandaatvergoeding voor de korpschef ook een functionele vergoeding?

04.05 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Dat er zich voor bepaalde politiezones weinig kandidaat-korpschefs melden, heeft blijkbaar vooral met de omvang van de betrokken zones te maken. Het wettelijke kader voor de schaalvergroting onder de vorm van een vrijwillige fusie van politiezones werd immers al gecreëerd en geldt nog tot eind 2010. Vooral in de kleinere zones is er misschien ook een te klein loonverschil tussen de korpschef en zijn directe medewerkers.

Aan een mandaat van korpschef zijn heel wat professionele risico's en verplichtingen verbonden. De mandaatpremie is een in vijf categorieën opgesplitste allesomvattende premie voor alle aan het ambt gekoppelde nadelen. Daarnaast hebben zij ook hun eigen barema's, die onderling erg kunnen verschillen. Iemand kan dus korpschef van een kleine zone zijn met de hoogste loonschaal en bij de federale politie directeur zijn met een loonschaal die veel lager ligt. Een dergelijke anomalie moet in de toekomst in het kader van een echte, functionele verloning worden verijnd.

(Frans) De invoering van een systeem van functionele vergoeding is nauw verbonden met het strategisch plan inzake opleiding en competentie management.

(Nederlands) Een functionele verloning stemt de verantwoordelijkheden en de verloning beter op elkaar af, is transparanter en administratief een vereenvoudiging. Het draagt bovendien ook bij tot een beter personeelsbeleid.

(Frans) Het wegingssysteem voor het Calog-personeel van niveau A, dat sinds 2007 in werking is, kan niet worden toegepast op de andere niveaus van het Calog-statuuut en ook niet op het operationeel personeel.

(Nederlands) Het zou logisch zijn dat een aantal toelagen blijft bestaan bij een functionele verloning, zoals premies voor weekend- en nachtwerk en voor overuren. Bij de politiehervorming hebben de betrokken partijen zich overigens vooral geconcentreerd op de barema's, terwijl de toelagen en vergoedingen toen minder een prioriteit vormden.

Uiteraard ben ik tegen alle oneigenlijke gebruiken. Een dienstplanning moet uitgaan van het algemeen

belang en niet van de mogelijkheid op een extra vergoeding. Het is niet zinvol om een maximumbedrag aan vergoedingen vast te leggen, maar er moet wel nauwer worden toegekeken op de dagelijkse toepassing van de regels. Er zou ook kunnen worden gewerkt met vooraf toegekende budgetten. Uiteindelijk is het de verantwoordelijkheid van de lokale chefs en overheden. Op die manier moeten ook zij worden geresponsabiliseerd. Dat is trouwens de bestaansreden van politieraden en -colleges.

Hetzelfde geldt natuurlijk voor de federale politie, al moet het aantal misbruiken toch ook worden gerelativeerd. Er waren een tiental tuchtsancties voor het aangeven van uren die niet werden gepresteerd. Er zijn geen gegevens over oneigenlijk gebruik. Er zijn een zestigtal vergoedingssystemen, maar het klopt natuurlijk niet dat iedereen al die vergoedingen kan cumuleren.

(Frans) We zullen hoe dan ook het volledige vergoedingsstelsel verder moeten hervormen en vereenvoudigen en we zullen de begrotingsenveloppe beter moeten gebruiken. We zullen daar samen met onze partners rustig over moeten nadenken en er een langetermijnvisie over moeten ontwikkelen.

Ik kan u de huidige cijfers van het sociaal secretariaat met betrekking tot de premies bezorgen.

04.06 Leen Dierick (CD&V): Het is nu het geschikte moment om het statuut aan te passen. Politici en politiemensen hebben kritiek. Ik weet ook dat het geen gemakkelijke discussie zal zijn en dat er sociale onrust zal komen. Ik ben blij dat de minister voorstander is van een functionele verloning, maar het moet dan wel goed voorbereid zijn met een degelijke functieweging en een aangepast loonsysteem. Premies zouden dan echt wel de uitzondering moeten zijn. Bepaalde taken horen gewoon tot het takenpakket en moeten niet extra worden vergoed.

Er moet een goede samenwerking zijn met de FOD Personeel en Organisatie. De politie moet niet alles zelf doen, zeker niet als de overheid gespecialiseerde diensten heeft.

Ik hoop dat de vakbonden deze discussie met een grote openheid van geest willen aanvatten, zodat de overheid, de politie en de burgers er beter van worden.

04.07 Jacqueline Galant (MR): Ik ben geïnteresseerd in de cijfers van het sociaal secretariaat.

De premies moeten een uitzondering blijven. De meeste opdrachten horen immers bij het ambt. De statuten moeten dus worden herzien, zonder daarbij in polemieken te verzeilen, zodat kan worden voorkomen dat bij de aanstaande hervorming van de civiele veiligheid dezelfde 'stommiteiten' worden begaan.

04.08 Koenraad Degroote (N-VA): Het statuut moet worden gewijzigd, maar daarom moet de aanpak van de misbruiken nog niet op de lange baan worden geschoven. De korpschefs moeten worden geresponsabiliseerd en er op toekijken dat er geen misbruiken zijn. Er kan een wisselwerking zijn met de politiecolleges, die budgettaire grenzen kunnen vastleggen in de begroting. Bepaalde zones doen dat al.

04.09 Tanguy Veys (VB): Het verheugt me dat de minister het beeld over de oneigenlijke gebruiken toch wat nuanceert en dat zij er op wijst dat er een grote verantwoordelijkheid ligt bij de politieraad, de burgemeester en de korpschef. We moeten voorkomen dat er een negatieve sfeer wordt gecreëerd. De functionele verloning zou een totale ommekeer zijn. We moeten vermijden dat het kind met het badwater wordt weggegooid.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Binnenlandse Zaken over "streefcijfers voor pv's" (nr. 858)

05.01 Bert Wollants (N-VA): Om kleine inbreuken zoals wildplassen en sluikstorten aan te pakken, kan de politie in Lier pv's uitschrijven met het oog op een gemeentelijke administratieve sanctie (GAS). Daarnaast werden streefcijfers voor processen-verbaal ingevoerd. Wie de quota niet haalt, krijgt mogelijk een slechte evaluatie. Om hun baan veilig te stellen, zullen de agenten dus meer pv's schrijven.

Mag een korpschef zulke streefcijfers wel opleggen? Wat vindt de minister daarvan? In welke mate heeft een agent de bevoegdheid om te kiezen tussen een vermaning of een proces-verbaal?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Quota invoeren voor het uitschrijven van pv's en de evaluatie daaraan verbinden, is een stap te ver. Het verbaliseringsgedrag van een agent kan uiteraard worden besproken tijdens een evaluatiegesprek, maar het kan de eindevaluatie niet doorslaggevend bepalen. De artikels 60 en 61 van de deontologische code van de politiediensten geven daarover richtlijnen. De algemene inspectie onderzocht drie klachten over deze problematiek en besloot telkens dat er van eigenlijke quota geen sprake is.

De individuele politieambtenaar heeft in principe geen eigen beoordelingsmarge. Als de overheid nultolerantie instelt, is het onmogelijk dat een agent beslist daar niet aan mee te werken. De agent kan niet zelf beslissen wat er gebeurt, maar in de dagelijkse praktijk en zeker bij lichte overtredingen op gemeentelijke politiereglementen, kan de ordehandhaving net zo efficiënt zijn met een mondelinge vermaning.

05.03 **Bert Wollants** (N-VA): Een vermaning kan volstaan, maar we moeten er toch voor opletten dat de appreciatiebevoegdheid niet te groot wordt.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van mevrouw Eva Brems aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het incident met journalist Arnold Karskens en de Brusselse politie" (nr. 935)**

06.01 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): De Nederlandse journalist Arnold Karskens is in de nacht van 6 november 2010 enkele uren in een Brusselse politiecel opgesloten na een discussie met politieagenten. Hij was foto's aan het maken van een man die door twee politieagenten uit het Noordstation werd gezet voor de nacht. Volgens de politiewoordvoerder hitste hij een groep asielzoekers op, volgens hemzelf is daar niets van aan. De waarheid is belangrijk voor de geloofwaardigheid van onze politie.

Mogen er in ons land geen foto's van politiemannen worden genomen? Mogen politieagenten fotomateriaal uit een in beslag genomen camera verwijderen? Blijft de Brusselse politie bij het standpunt dat de heer Karskens asielzoekers heeft opgehitst? Kan de politie haar versie staven met camerabeelden?

06.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Foto's maken van politieambtenaren in actie is niet verboden en kan geen aanleiding geven tot een gerechtelijke inbeslagname of tot verwijdering van beeldmateriaal. Het beeldmateriaal kan wel een inbreuk vormen op de auteurswet of op de privacywet. Als de persoon die de foto's maakt de bedoeling heeft ze openbaar te maken of ze te reproduceren, dan is de toestemming van de betrokken politiemensen vereist. Bij publicatie zonder toestemming zijn gerechtelijke stappen mogelijk.

Van de korpschef van de politiezone Brussel-Noord heb ik een gedetailleerd verslag van de gebeurtenissen gekregen. De lokale politie heeft op basis van een politiebesluit van de burgemeester van Schaarbeek het Noordstation ontruimd. Op dat ogenblik waren een veertigtal personen, hoofdzakelijk daklozen, aanwezig. Vier families met kinderen mochten om humanitaire redenen in het gebouw blijven overnachten.

Onder de aanwezigen bevond zich een persoon die de politiepatrouilles interpelleerde over de machtsontplooiing en over de aanwezigheid van politiehonden. De betrokkene werd doorverwezen naar de aanwezige supervisor. Daar stelde hij zich als Nederlands journalist voor die ter plaatse was om een reportage te maken over de opvang van asielzoekers in Brussel. De supervisor heeft de heer Karskens ingelicht over de geldende instructies. Hij verwees hem voor meer details naar de persofficier van de politiezone, die 's ochtends contacteerbaar zou zijn.

Vervolgens verzocht de supervisor de heer Karskens het gebouw te verlaten. Na lang aandringen ging hij daarop in, maar hij vatte post bij de deur en liet zich erg kritisch uit over het politieoptreden tegen de mensen

die net het station hadden verlaten. De supervisor hoorde de journalist zeggen dat het mensonterend was en dat zij actie moesten ondernemen, duidelijk doelend op de politie. Daarop wees de supervisor erop dat de heer Karskens de openbare veiligheid in het gedrang bracht en droeg hij hem op de plaats te verlaten. De heer Karskens weigerde dat en is vervolgens bestuurlijk aangehouden door de supervisor.

Toen de journalist na iets meer dan twee uur werd vrijgelaten en zijn bezittingen terugkreeg, maakte hij melding van een ontbrekende foto op zijn fototoestel. Volgens de politie werd niet aan zijn fototoestel geraakt en lag het fotograferen ook niet aan de basis van zijn aanhouding.

De NMBS heeft de camerabeelden van het CCN-gebouw na zeven dagen gewist, zoals altijd.

06.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Er zijn dus geen bewijzen voor de aanklacht. De minister zegt dat er geen foto's uit camera's mogen worden verwijderd, maar hier gaat het veeleer om de discussie of dit al dan niet is gebeurd.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid van elektronische identiteitskaarten" (nr. 948)

07.01 Damien Thiéry (MR): Volgens een artikel dat ESET, de uitgever van antivirusprogramma's, publiceerde, zou de malware Zeus in staat zijn om vanaf een met dat programma besmette pc bankkaartgegevens te stelen, maar ook de chipkaartlezer te sturen, er gegevens op te lezen of te schrijven, paswoorden te achterhalen of een willekeurige sequentie te genereren.

De Belgische identiteitskaarten bevatten tal van vertrouwelijke gegevens en zouden binnenkort als betaalmiddel moeten kunnen worden gebruikt.

Zullen er maatregelen genomen worden om de veiligheid van de elektronische identiteitskaarten opnieuw te onderzoeken in het licht van die nieuwe bedreiging?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De meeste problemen houden geen verband met de identiteitskaart zelf, die alle garanties biedt die volgens de Europese normen vereist zijn, maar met de veiligheid van het gebruik van die kaart en de beveiliging van de computer. Dat geldt ook voor de bankkaarten. Men moet zijn computer dus beveiligen.

De burger moet ook omzichtig omspringen met de pincode van zijn eID. Momenteel kan Zeus in principe gegevens zoals de identiteit, de foto of het adres achterhalen. Het achterhalen van de pincode, wat gevaren kan inhouden, is enkel mogelijk indien de gebruiker werkt met een goedkope kaartlezer die in het toetsenbord is verwerkt. Met een externe kaartlezer, zoals die door de gemeentebesturen wordt gebruikt, is het onmogelijk om de pincode te weten te komen.

De FOD vergadert binnenkort met Fedict over dit probleem.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overstromingen van 13 en 14 november 2010" (nr. 944)
- de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overstromingen" (nr. 945)
- mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de overstromingen die ons land hebben getroffen" (nr. 980)
- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de overstromingen en de contacten tussen de provincies Waals- en Vlaams-Brabant" (nr. 991)
- de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de coördinatie van de regionale en federale autoriteiten naar aanleiding van de zware overstromingen van de voorbije dagen" (nr. 998)

- mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de watersnood" (nr. 1021)

08.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De afgelopen dagen hebben duidelijk gemaakt dat wij niet om uitzonderlijke natuurrampen heen kunnen. De brandweer, politie, civiele bescherming, jeugdbewegingen en vele vrijwilligers hebben zeer hard gewerkt en er was een grote solidariteit tussen bureaus. Voor een grote evaluatie is het nu uiteraard nog te vroeg. Werd er overlegd met de andere instanties, zoals de Vlaamse regering en de provincies?

Er is weinig twijfel over dat deze watersnood als ramp zal worden erkend en dat het Rampenfonds zal tussenkomen. Er zouden vereenvoudigde formulieren komen voor de aangifte. Zullen die aangiften ook snel worden behandeld? Zal daartoe de nodige mankracht worden ingezet? Kan de minister er bij de verzekeringen ook op aandringen dat de vereenvoudigde formulieren snel worden behandeld zodat de slachtoffers zo snel mogelijk een vergoeding krijgen?

08.02 Ben Weyts (N-VA): Welke stappen worden er genomen voor de erkenning als natuurramp en voor welk territorium is deze erkenning dan van toepassing? Geldt dat onmiddellijk voor alle getroffen gebieden? In welke gevallen kan er een beroep gedaan worden op het Rampenfonds?

Welke bedragen kunnen maximaal worden vrijgemaakt, zowel individueel als in het totaal? Hoeveel geld is er beschikbaar in dat Rampenfonds?

Hoe evalueert de minister de hulpverlening? Hoe verliep de samenwerking en de communicatie tussen de Gewesten? Hoe heeft men zich voorbereid op deze ramp?

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): We moeten lering trekken uit de overstromingen. De klimaatverstoring heeft immers wereldomvattende gevolgen.

Wat de federale overheid betreft, verwondert het me eerst en vooral dat de provinciale noodplannen zo laat in werking zijn gesteld, terwijl de weersvoorspelling toch overduidelijk was.

Bovendien hebt u verklaard dat het federaal noodplan niet in werking werd gesteld omdat men er meer tijd door zou hebben verloren dan gewonnen. Dat vergt toch enige verduidelijking.

Nog in dat verband wil ik terugkomen op de gebrekkige communicatie tussen de provincies Vlaams- en Waals-Brabant. Blijkbaar zijn er problemen gerezen toen erover werd nagedacht om de sluizen in Lembeek open te zetten. Ik vind het nuttig om op die ontoereikende communicatie terug te komen, opdat zulke problemen zich in de toekomst niet opnieuw zouden voordoen.

Tot slot vraagt iedereen zich momenteel af of de gedupeerden een beroep zullen kunnen doen op het Rampenfonds.

Wanneer zal er een beslissing worden genomen met betrekking tot de vergoeding van de slachtoffers? Kunt u in het kader van de lopende zaken een beslissing nemen in dit dossier? Binnen welke termijn zullen de slachtoffers kunnen worden vergoed?

08.04 Colette Burgeon (PS): Uit respect voor de slachtoffers en hun families moet er een balans worden opgemaakt van de manier waarop deze crisis werd beheerd. Er rijzen vragen over de zware gevolgen van deze hevige regenval en over de factoren die tot de ernst van de situatie hebben bijgedragen. We kunnen ook niet om de vraag heen of op dergelijke fenomenen kan worden gereageerd met 'elk voor zich'. De natuur houdt immers geen rekening met regionale of taalgrenzen.

Is de coördinatie tussen de hulpdiensten en de verschillende gemeentelijke autoriteiten goed verlopen? Uit de aanvaring tussen de Waals- en de Vlaams-Brabantse autoriteiten over het sas van Lembeek is gebleken dat de Gewesten tegenstrijdige belangen kunnen hebben. Zou de FOD Binnenlandse Zaken het toezicht op de stroomgebieden niet moeten coördineren? Tot slot is het waarschijnlijk dat de overvloedige regenval als natuurramp zal worden erkend. Wanneer en op welke manier zal de vergoedingsprocedure van de slachtoffers plaatsvinden?

08.05 **Éric Thiébaud** (PS): Minister-president Demotte zei dat hij zondagochtend had vernomen dat het Waalse crisiscentrum, de Waals-Brabantse autoriteiten en de Vlaamse overheid de mogelijkheid om de sluis te Lembeek, op het grondgebied van het Vlaams Gewest, open te zetten “anders hadden ingeschat”. De Waalse regering heeft contact opgenomen met uw diensten om de neuzen één kant op te krijgen.

Rudy Demotte verklaarde ook dat hij u schriftelijk gevraagd had dat het Rampenfonds zou tegemoetkomen voor de overstromingen in Wallonië vorig weekend.

Wat is het standpunt van de federale overheid met betrekking tot het verzoek van Wallonië om het Rampenfonds te activeren? Wat is uw oordeel over de coördinatie van de acties van de onderscheiden overheden tijdens deze crisis? Wat is er voor verbetering vatbaar ten opzichte van de huidige toestand? Welke rol moet de federale overheid spelen met het oog op een betere coördinatie tussen alle actoren? Over welke informatie beschikt u met betrekking tot dat inschattingsverschil tussen de Waalse en de Vlaamse overheid inzake het openen van de sluisdeuren te Lembeek?

08.06 **Leen Dierick** (CD&V): Bij ons is de dreiging nog steeds acuut. De hulpdiensten in onze streek hebben goed gewerkt. Een evaluatie is nuttig. Is er al een analyse van de samenwerking van de verschillende beleidsniveaus? Welke rol heeft het crisiscentrum gespeeld? Hoe verliep de samenwerking tussen de civiele bescherming en de lokale brandweerdiensten?

De ramp was een eerste testcase voor de nieuw opgerichte brandweerzones. Ziet de minister nu al redenen om bij te sturen?

08.07 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Mijn gedachten gaan in de eerste plaats uit naar de slachtoffers en de talrijke personen die schade hebben geleden. Ze gaan ook uit naar de leden van de hulpdiensten, die voorbeeldig hebben samengewerkt en geen moeite hebben gespaard om de slachtoffers van de overstromingen te helpen.

De procedure voor de erkenning van deze lange neerslagperiode als natuurramp werd zo snel mogelijk opgestart. De diensten hebben onmiddellijk bij de gouverneurs de lijst van de getroffen gemeenten en een schatting van de geleden schade opgevraagd. Het KMI zal onderzoeken of de *mean return period* van deze lange periode van regenval als uitzonderlijk kan worden aangemerkt. Ik zal ervoor zorgen dat het koninklijk besluit dat die beslissing formaliseert, in de komende dagen door de ministerraad wordt goedgekeurd.

(*Nederlands*) De vergoeding voor geleden schade door overstromingen is in 90 tot 95 procent van de gevallen voor rekening van de verzekeraars. Het Rampenfonds komt slechts tussen voor een beperkt aantal zaken, bijvoorbeeld voor goederen die niet onder het eenvoudig brandrisico kunnen worden verzekerd, voor schade aan niet-binnengehaalde oogsten, voor een levende veestapel buiten het gebouw, voor schade aan bodemteelten en bosaanplantingen. Ook voor mensen met een leefloon en voor het openbaar domein komt het Rampenfonds tussenbeide. Een individuele vergoeding kan maximaal 114.700 euro bedragen. Er is geen enkel plafond voor de totale vergoeding per ramp.

Zodra het KB betreffende de erkenning als natuurramp wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* beschikken mensen die een beroep willen doen op het Rampenfonds over een termijn van drie maanden om hun verzoek tot schadeloosstelling via de gouverneur in te dienen. We hebben samen met de verzekeringsmaatschappijen een checklist opgesteld die heel duidelijk aangeeft of men naar de verzekeringsmaatschappij moet of in aanmerking komt voor het Rampenfonds.

De samenwerking tussen de bevoegde instanties op de verschillende niveaus is georganiseerd in het Nationaal Noodplan Natuurrampen, Hoogwater en Overstromingen.

(*Frans*) Al die maatregelen werden vorig weekend ten uitvoer gebracht. Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering fungeerde als facilitator en heeft de eerste waarschuwingen van de meteorologische en hydrologische diensten overgezonden aan de hulpdiensten en de provinciegouverneurs.

De federale vooralarmfase is ingegaan op 14 november, in overeenstemming met het nationaal noodplan. De federale alarmfase hoefde niet in werking te worden gezet; de gouverneurs waren in staat om de toestand in de provinciale fase op bepaalde plekken in de hand te houden, in de gemeentelijke fase hadden de burgemeesters met de hulp van de gouverneurs de situatie op andere plekken onder controle. We hebben de toestand in realtime gevolgd in het veld.

In België worden noodsituaties aangepakt afhankelijk van de ernst van de situatie, hetzij door de burgemeester tijdens de gemeentelijke fase, hetzij door de gouverneur tijdens de provinciale fase, hetzij door de minister van Binnenlandse Zaken tijdens de federale fase. Het spreekt voor zich dat de lokale besturen actief blijven, elk op hun niveau, zelfs indien de toestand verergert en er een hogere fase wordt afgekondigd.

(Nederlands) De principes van de noodopvang werden op alle niveaus multidisciplinair en efficiënt nageleefd. De KB's en MB's die vanaf 2003 werden gepubliceerd hebben hun nut bewezen bij de coördinatie van de verschillende beslissingsniveaus. Zelfs als men geen nationale en geen provinciale fase afkondigt, heeft een gouverneur of een minister van Binnenlandse Zaken informeel heel veel contacten en helpt men waar nodig om te ondersteunen.

(Frans) In de nacht van 13 op 14 november werd het noodzakelijk om een globaal zicht te krijgen op de toestand met betrekking tot de afvoer van het overtollige water, dit teneinde beter te kunnen inschatten welke gevolgen de maatregelen van een provincie hadden voor een andere provincie. Tijdens de vergadering van de experts van de bevoegde gewestelijke diensten in het crisiscentrum in Brussel op zondag is gebleken dat de diensten in overleg werkten en voorrang gaven aan beslissingen die het geheel van het grondgebied zo weinig mogelijk nadeel berokkend.

Vervolgens werden de resultaten van dat overleg middels een videoconferentie aan de betrokken gouverneurs meegedeeld.

(Nederlands) De coördinatie tussen de verschillende diensten en bevoegdheidsniveaus heeft goed gewerkt. De brandweershervorming, waarvoor wij 32 miljoen hebben gekregen, werpt op het terrein merkbaar vruchten af. Dit betekent niet dat wij geen lessen kunnen leren uit deze watersnood, maar het is nu nog te vroeg om tot algemene conclusies te komen. Een aantal gemeenten zit immers nog in een acute fase. We zullen zeker een nationale debriefing organiseren om te zien welke lessen wij uit deze gebeurtenis kunnen trekken. Hierbij zullen wellicht elementen aan bod komen die verder overleg met de Gewesten en Gemeenschappen noodzakelijk maken.

(Frans) De dialoog tussen een groot aantal actoren, die op verschillende niveaus met verschillende opdrachten en doelen actief zijn, vormt een van de hoofdelementen van de noodplanning. Het doel is zo veel mogelijk te anticiperen op de gebeurtenissen om de situatie zo goed mogelijk te kunnen aanpakken.

De regelgeving betreffende de noodplanning wordt op gemeentelijk, provinciaal en federaal niveau toegepast. Dat proces verloopt stapsgewijs: de aanwijzing van een ambtenaar verantwoordelijk voor de noodplanning, de oprichting van een veiligheidscel, de risico-identificatie, het opstellen van het algemeen nood- en interventieplan, de analyse van de risico's waarvoor er een bijzonder nood- en interventieplan zou moeten worden opgesteld.

Het proces evolueert positief, maar we moeten de lokale overheden blijven sensibiliseren met betrekking tot hun cruciale rol in dat geheel. Zo ontstaan er geleidelijk synergieën.

(Nederlands) De steun van de brandweer, de civiele bescherming en het leger was de voorbije dagen onontbeerlijk.

Als ooit twee deskundigen van twee regio's niet tot een akkoord komen, dan is er wel een probleem. Aangezien er geen hiërarchie is van bevoegdheden, zal niemand de knoop kunnen doorhakken en beslissen welke sluizen er al dan niet worden opengezet. Tijdens de crisisvergadering zondagmiddag heb ik naar alle argumenten geluisterd. Er is geen hiërarchie van bevoegdheden en dus kan het federale niveau de twee gewestelijke experts niet tot de orde roepen en zelf beslissen. Dit kan op het vlak van crisisbeheer problemen doen rijzen. Kan men in zo'n crisissituatie een beslissing van een ander Gewest overrulen? Men raakt hier aan een van de fundamentele pijlers van de organisatie van het land.

Wij hielden deze namiddag een videoconferentie met de betrokken gouverneurs. Het is immers vaak zo dat de rampenplannen opgeheven worden wanneer het acute gevaar geweken is, maar dan blijft er nog het opruimen van het openbaar domein. Dat vormt altijd een groot probleem. Pas wanneer het water wegtrekt ziet men bijvoorbeeld de achtergebleven stookolie en dat is nog maar één aspect van het effect op het milieu. Wij bekeken vandaag waar nog nood is aan pompen, afvalcontainers en ander materiaal. Gelukkig werden heel wat brandweerkazernes in andere provincies niet getroffen.

Ik besef dat het voor sommige mensen lang duurt. Als men nog twee of drie dagen moet opruimen, moet men ook nog mensen vinden om dat te doen. Wij zullen nagaan hoe wij dat maximaal kunnen ondersteunen. Daarom was er die videoconferentie vandaag. Het is immers van cruciaal belang dat wij als overheid niet alleen leren hoe een acute crisis te beheren, maar ook hoe deze af te handelen.

08.08 Ben Weyts (N-VA): Wat Lembeek betreft, is het een geluk dat de rede daar heeft gezegevierd. De minister heeft niets gezegd over het initiatief om bij de verzekeringsmaatschappijen aan te dringen op de uitbetaling van een voorschot. Hoeveel zit er in het Rampenfonds? Hoeveel is er maximaal beschikbaar?

08.09 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het exacte bedrag zit momenteel niet in mijn dossier. Wij zijn in elk geval verplicht om te betalen. Ik kan mij voorstellen dat er misschien niet genoeg in het Rampenfonds zit. Dat hangt af van het aantal crisissen op een jaar. Ik zal het commissiesecretariaat via e-mail op de hoogte brengen van het precieze bedrag.

08.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Mijn dank aan al wie een rol heeft gespeeld in het beheer van deze crisis. De vele acties die op gang kwamen naar aanleiding van deze natuurramp waren hartverwarmend.

We zullen de gebeurtenissen moeten evalueren. U zei zelf dat de schotten tussen de hulpdiensten moeten worden weggehaald, zodat de gespaarde provincies de getroffen provincies met man en macht kunnen bijstaan. Sommige gemeentelijke arbeiders waren bezig met het onderhoud van het openbaar groen, terwijl men in de naburige gemeente handen te kort kwam.

De uitleg in de media over de niet-inwerkingstelling van het federale plan was op zijn minst verrassend: een algemeen plan zou meer kwaad hebben gedaan dan goed! Maar, op een informele manier, is de coördinatie goed verlopen. We hebben ook kunnen vaststellen dat een federale Staat die geen toezicht houdt op de Gewesten, maar de dialoog vergemakkelijkt, zijn nut kan hebben.

Ik ben blij met het aangekondigde snelle optreden van het Rampenfonds, al is dit slechts subsidiair, aangezien de verzekeringsmaatschappijen als eerste zullen vergoeden. Ik hoop dat dit ook in de toekomst zo zal zijn, al hoop ik ook dat ons land niet te vaak meer het slachtoffer zal worden van dergelijke natuurrampen.

08.11 Colette Burgeon (PS): Wanneer de mensen een bouwgrond kopen, zou men hen moeten waarschuwen dat het om een overstroombaar gebied gaat.

08.12 Éric Thiébaud (PS): De overheid heeft de jongste tien jaar heel wat maatregelen genomen, die vruchten hebben afgeworpen. Deze crisis werd op een uitstekende manier aangepakt.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer Hans Bonte aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie-en asielbeleid, over "de recente ontwikkelingen in het sociaal conflict bij het geldtransportbedrijf Brink's" (nr. 955)
- de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekenning van een tijdelijke vergunning voor waardetransporten aan Brink's Diamond & Jewelry, het zusterbedrijf van Brink's" (nr. 958)
- mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekenning van een tijdelijke licentie aan Brink's Diamond & Jewelry" (nr. 972)
- de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekenning van een tijdelijke licentie aan Brink's Diamond & Jewelry, een dochteronderneming van Brink's Belgium" (nr. 997)

09.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De minister zou een tijdelijke vergunning voor waardetransporten hebben toegekend aan Brink's Diamonds & Jewelry, een zusterbedrijf van de firma Brink's die in een zwaar sociaal conflict is verwickeld en ondertussen een faillissementsaanvraag heeft ingediend bij de handelsrechtbank in Brussel.

Wanneer werd die vergunning aangevraagd? Wanneer precies heeft de minister die toegekend? Wat is de gebruikelijke behandelingstermijn voor dergelijke vergunningen? Volgde de aanvraag de normale behandeling? Werden bij het onderzoek van de aanvraag bezwaren geformuleerd?

De minister heeft in de media ook verklaard dat de vergunning werd toegekend nadat de aanvraag tot faillissement werd ingediend. Ik deel de overtuiging dat de in- en uitvoer van diamant mogelijk moet zijn aangezien dit erg relevant is voor onze Belgische economie. Wat was precies het voorwerp van die vergunning? Gebeurt dit transport niet reeds via de zusteronderneming? Betreft de aanvraag van die vergunning niet juist een extra activiteit?

09.02 Colette Burgeon (PS): De cynische en meedogenloze houding van de directie van Brink's Belgium, dezelfde als die van het moederbedrijf in de Verenigde Staten, drukt ons met onze neus op het feit dat de mondialisering van de markt zich niets aantrekt van werknemersrechten en dat de grote rechtsbeginselen gemaakt zijn om erop te leunen totdat ze instorten.

De FOD Binnenlandse Zaken heeft zich twee keer laten bespelen: de eerste keer toen u de Nationale Bank de opdracht gaf zelf het geldtransport te verzorgen; de tweede keer toen de FOD een tijdelijke licentie voor het transport van contanten verleende aan de dochteronderneming Diamond & Jewelry van Brink's.

Waarom kondigt de FOD Binnenlandse Zaken op 10 november eerst aan dat de licentieaanvraag voor Brink's Diamond & Jewelry niet zal worden verleend zolang het conflict bij Brink's Belgium niet opgelost wordt, en verleent de FOD op 12 november dan toch een tijdelijke licentie? Is de veiligheid van de stakende werknemers, die stakingsposten rond de sites van Brink's opgezet hebben, wel verzekerd nu er niet meer wordt gewerkt in de vier filialen van Brink's en daar aanzienlijke sommen bewaard worden?

09.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Niemand in ons land mag geld, waardepapieren, juwelen of diamant transporteren zonder een vergunning van de minister van Binnenlandse Zaken. De definitieve vergunning wordt steeds verleend op basis van de wet tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid. Die definitieve vergunning kan slechts verstrekt worden na verschillende adviezen, waaronder een advies van de procureur des Konings en van de Veiligheid van de Staat, en nadat is aangetoond dat de onderneming aan de minimumvoorwaarden voldoet. Daardoor kan de beslissing over een definitieve vergunning tussen de zes en acht maanden in beslag nemen. Om de continuïteit niet in het gedrang te brengen kan de Koning bepalen dat een nieuwe juridische entiteit in de periode voorafgaand aan de definitieve beslissing betreffende de vergunningsaanvraag, de activiteiten van de initieel vergunde of erkende onderneming mag voortzetten.

Deze veiligheidswetgeving werd geschreven vanuit de overtuiging dat geld en waardepapieren moeten worden vervoerd door goed opgeleid personeel met wapenvergunningen en goed materiaal. In ons beleid worden geen economische en arbeidsrechtelijke argumenten in overweging genomen. Dat is precies het probleem in dit dossier.

We konden wel even wachten met de tijdelijke vergunning, maar op een bepaald moment moest er wel een beslissing genomen worden. Op 3 november 2010 heeft bvba Brink's Diamonds & Jewelry Services een aanvraag ingediend voor het bekomen van een definitieve vergunning als waardetransporteur. Uit het dossier blijkt dat het de bedrijfstaking bestaande uit internationaal transport van en naar de zetel in Zaventem, met inbegrip van het personeel dat er werkt, heeft overgenomen van de onderneming nv Brink's Belgium.

Voor de activiteiten in Zaventem is een tijdelijke vergunning aangevraagd. Ik heb de beslissing een tijdje uitgesteld wegens het lopende sociale conflict. Ik volg alle rapporten en de twee juridische procedures die ingeleid zijn op de voet. Maar de vaststelling blijft dat de wetgeving voor Binnenlandse Zaken vanuit het veiligheidsoogpunt is geschreven. Het Antwerpse bedrijf organiseerde in feite al het transport van diamanten en juwelen, maar het transport werd uitgevoerd door werknemers van nv Brink's Belgium. Die werknemers zijn nu ondergebracht bij de vennootschap die de transporten doet. Nu is er dus één vennootschap die de organisatie en de transporten doet, overigens niet alleen voor Brink's maar ook voor de andere bedrijven op

het terrein.

Het dossier evolueert constant. De beslissing zou eind deze week of begin volgende week worden uitgesproken door de rechtbank van koophandel. Wij volgen de situatie op de voet.

09.04 Servais Verherstraeten (CD&V): Uiteraard is het toekennen van een tijdelijke vergunning een evenwichtsoefening en niemand zal de minister beletten de wet toe te passen. Ik heb begrepen dat het toekennen of het weigeren van een tijdelijke vergunning binnen een bepaalde termijn moet gebeuren. Als de vergunning werd toegekend na de aanvraag van het faillissement, vind ik het wat te vroeg. Het faillissement was immers nog niet uitgesproken op het ogenblik van de aanvraag en wij moeten nog afwachten of dat faillissement überhaupt wordt uitgesproken. Overigens is de kans op hoger beroep na een weigering of een toekenning van faillissement zeer reëel. Dit kan lang aanslepen.

De toekenning van een vergunning zal mogelijk invloed hebben op een sociaal overleg dat nooit is tot stand gekomen. Dat betreuren wij samen. Anderzijds kan het zijn invloed hebben op het actief van een failliete boedel. Stel dat er op deze wijze actief versluisd wordt van de moederonderneming naar de zusteronderneming, dan gaat een mogelijke curator dat niet meer te gelde kunnen maken. En dan lijden ook wij als overheid mogelijk verlies.

Het ware beter geweest nog even te wachten alvorens die vergunning te verlenen.

Ik noteer dat de minister het dossier op de voet volgt om te kunnen bijsturen waar nodig om de belangen van de diamantsector en van de Belgische Staat en de werknemers van Brink's maximaal te vrijwaren.

09.05 Colette Burgeon (PS): Brink's Belgium en Brink's Diamond & Jewelry zijn een en hetzelfde bedrijf. Men opereert gewoon onder een andere naam om gewezen werknemers van Brink's Belgium opnieuw in dienst te nemen met een minderwaardig statuut.

De vestiging in Zaventem was de enige rendabele en werd uiteraard overgeheveld naar de nieuwe onderneming.

Niet alleen de veiligheid, maar ook het sociaal overleg zou een criterium moeten zijn. De werknemers hebben de indruk dat ze verraden werden.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problematiek van het dragen van wapens door geldkoeriers" (nr. 686)

10.01 Marie-Christine Marghem (MR): Waarom moeten geldkoeriers volgens het nieuwe programma dat u heeft ingevoerd, om voor de schietexamens te slagen 80 procent behalen, en politieagenten slechts 66 procent? Bovendien zouden ze als ze in de eerste van de twee jaarlijkse proeven niet slagen, niet opnieuw mogen meedoen. Bij een ronde moeten twee bewakingsagenten aanwezig zijn, van wie er ten minste een moet bewapend zijn. Dat zou tot organisatorische problemen kunnen leiden.

10.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Vóór 2009 werd de schietvaardigheid van de bewakingsagenten slechts eenmaal beoordeeld, tijdens de opleiding. Sindsdien vinden er ook tijdens oefeningen achteraf examens plaats, waaraan de kandidaten tweemaal kunnen deelnemen. Maar de moeilijkheidsgraad is niet vergelijkbaar met die van de examens bij de politie. Uit een enquête is gebleken dat 86 procent van de bewakingsagenten die deelgenomen hebben aan het examen, bij de eerste poging slaagden, en dat meer dan 90 procent na twee pogingen slaagden.

Wapenbezit is echter niet verplicht en de bewakingsagenten die er geen meer bezitten, kunnen dus nog steeds in het bedrijf blijven werken.

10.03 Marie-Christine Marghem (MR): Ik dank u voor dit geruststellend antwoord. Het hoge slaag- en deelnemingspercentage wijst er wellicht op dat de betrokkenen een voortgezette opleiding volgen of dat zij

uitstekende schutters zijn.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de neverending story van de financiering van de brandweer van de provincie Namen voor 2010, en de mogelijkheden inzake de financiering van de toekomstige brandweerschool van de provincie Namen" (nr. 988)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Mevrouw de minister, vorige week zei u dat u het definitieve standpunt van de provincie Namen inwachtte met betrekking tot de mogelijke invoering van een enkele provinciale interventiezone.

Wat was het antwoord? Als die zone er niet komt, zullen de voor de brandweerdiensten van de provincie Namen bestemde subsidies dan voor andere projecten aangewend worden, zoals de brandweerschool van de provincie Namen? Wat moet er in dat geval ondernomen worden? Wordt er al iets ondernomen? Wat gebeurt er met de subsidie als dat scenario niet gevolgd wordt?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Tot dusver heb ik nog geen voorstel voor een enkele overeenkomst ontvangen voor de zone Namen. Ik hoop dat de brandweer van de provincie Namen geen moeilijkheden ondervindt als gevolg van de onenigheid bij de lokale overheden.

Mijn administratie onderzoekt alle mogelijkheden om het budget dat aanvankelijk voor de OPZ uitgetrokken was, te herbestemmen. Mijn diensten zullen alles in het werk stellen om de procedure binnen de bestelde termijn af te ronden.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Wie stelt de provinciegouverneurs aan?

11.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Dat is een zaak van de Gewesten.

11.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik probeer te bemiddelen opdat de provincie Namen zo snel mogelijk een tegenvoorstel zou formuleren met betrekking tot de aanwending van die subsidie.

11.06 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het oogmerk van die wet is de daadwerkelijke oprichting van een zone. Andere mogelijkheden kunnen daarna worden bekeken.

11.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik stel vast dat we dat doel niet vóór het einde van het jaar zullen bereiken. Ik zou dan ook willen dat er een subsidieaanvraag wordt ingediend met het oog op de financiering van de brandweerschool. Er is haast bij, en dat zal ik het provinciebestuur van Namen proberen te beduiden, al zetel ik natuurlijk niet in de provincieraad van Namen, aangezien dat onverenigbaar is met het ambt van federaal volksvertegenwoordiger. Samen met de provincieraadsleden van Ecolo zal ik echter gaarne een bemiddelende rol vervullen. Ik hoop dat u dat voorstel, als we in ons opzet slagen, positief zal ontvangen.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de agressie tegen een mensenrechtenactivist in België" (nr. 964)

12.01 Peter Logghe (VB): Woensdagavond 10 november werd de Marokkaanse mensenrechtenactivist en auteur Marzouki in Brussel door twee, naar alle waarschijnlijkheid Arabische, personen aangevallen. Men kan zich de vraag stellen of hij niet aangevallen werd vanwege het onderwerp van de lezing die hij wilde geven, verzoening en mensenrechten in Marokko.

Bevestigt de minister de aanval? Kan zij nog meer informatie geven? Is men de daders op het spoor? Heeft men daartoe contact opgenomen met de Marokkaanse gemeenschap in België? Is er geen standaardbescherming nodig voor mensen die over gevoelige thema's komen spreken? Welke lessen trekt men uit dit gebeuren? Lijkt het niet zo dat bepaalde bevolkingsgroepen in België steeds moeilijker overweg kunnen met de vrijheid van meningsuiting en van vergaderen?

12.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De heer Marzouki werd op woensdag 10 november omstreeks 19.15 uur het slachtoffer van een agressie op de openbare weg te Brussel. Het onderzoek door de politie is lopende, ik kan dus geen verdere informatie verstrekken.

De bescherming van mensen die in ons land over gevoelige thema's komen spreken, maakt het voorwerp uit van een punctuele analyse door de veiligheids- en politiediensten en het OCAD. Men was in dit geval niet op de hoogte van enige dreiging.

Als gevolg van de agressie tegen de heer Marzouki, die nog twee lezingen moest geven, heeft het crisiscentrum beschermingsmaatregelen genomen.

Het is niet aanvaardbaar dat fysiek geweld wordt gebruikt om iemand het zwijgen op te leggen of om de eigen mening door te drukken. De vrijheid van meningsuiting en van vergaderen moet worden gerespecteerd.

12.03 **Peter Logghe** (VB): Ik hoop dat men het strafonderzoek zo vlug mogelijk kan afsluiten en dat de verantwoordelijken worden bestraft. Het kan niet dat de vrijheid van meningsuiting wordt ondermijnd of dat wij ons op dat vlak zouden moeten aanpassen aan andere meningen.

Mijn vraag over het contact met de Marokkaanse gemeenschap behoort dan waarschijnlijk ook tot het strafonderzoek.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de medische dienst van de politie" (nr. 975)**

13.01 **Ben Weyts** (N-VA): Er waren in het verleden aantijgingen dat de medische dienst van de politie was verworden tot een spookdienst, aangezien politieleden sinds enige tijd hun eigen huisarts kunnen consulteren, wat dan wordt terugbetaald. Verschillende dokters van de dienst werden aldus eigenlijk werkloos, hoewel ze lonen bleven ontvangen, in bepaalde gevallen tot 5.000 euro netto. Voorts werden grote hoeveelheden medicijnen gratis uitgedeeld aan agenten, zelfs door niet-medisch geschoold personeel. Verschillende audits werden daarom opgestart. Wat zijn de conclusies en aanbevelingen? Kan de minister ons dat rapport bezorgen? Welke maatregelen werden reeds geïmplementeerd? Hoe en wanneer zullen de overblijvende maatregelen worden uitgevoerd? Heeft het gerechtelijk onderzoek al resultaten opgeleverd over de concrete klachten? Wordt er disciplinair opgetreden?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De diensten van de commissaris-generaal hebben inderdaad een interne audit uitgevoerd over de werking van de medische dienst. De medische dienst heeft de eigen klanten over zijn werking bevraagd. De directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer heeft de resultaten daarvan besproken tijdens een recent strategisch overleg met de leidinggevende vertegenwoordigers van de medische dienst. Ik verwacht binnen de maand de conclusies en de concrete voorstellen van dat overleg. De resultaten van het gerechtelijk onderzoek worden nog afgewacht.

13.03 **Ben Weyts** (N-VA): Maar wat zijn de aanbevelingen van de audit zelf?

13.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Ik verwacht binnen de maand zowel de conclusies van de audit als de aanbevelingen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.16 uur.